Journal officiel

des Communautés européennes

ISSN 0378-7060

L 68

45^e année

12 mars 2002

Édition de langue française

Législation

Sommaire

Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne

2002/203/PESC:

- ★ **Position commune du Conseil du 11 mars 2002 concernant le soutien de l'Union européenne à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et du processus de paix en République démocratique du Congo et abrogeant la position commune 2001/83/PESC** 1

I *Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité*

- ★ **Règlement (CE) n° 442/2002 du Conseil du 18 février 2002 modifiant le règlement (CEE) n° 2019/93 portant mesures spécifiques pour certains produits agricoles en faveur des îles mineures de la mer Égée** 4

Règlement (CE) n° 443/2002 de la Commission du 11 mars 2002 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes 9

- ★ **Règlement (CE) n° 444/2002 de la Commission du 11 mars 2002 modifiant le règlement (CEE) n° 2454/93 fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire et modifiant les règlements (CE) n° 2787/2000 et (CE) n° 993/2001 ⁽¹⁾** 11

II *Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité*

Commission

2002/204/CE:

- ★ **Décision de la Commission du 30 octobre 2001 relative au système d'élimination des épaves automobiles mis en œuvre aux Pays-Bas ⁽¹⁾ [notifiée sous le numéro C(2001) 3064]** 18

2

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

(Suite au verso.)

FR

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

2002/205/CE:

- * **Décision de la Commission du 4 mars 2002 suite à la demande de l'Autriche de recourir au régime spécial prévu par l'article 3 de la directive 93/38/CEE ⁽¹⁾ [notifiée sous le numéro C(2002) 684]** 31

2002/206/CE:

- * **Décision de la Commission du 11 mars 2002 concernant l'aide financière de la Communauté au fonctionnement de certains laboratoires communautaires de référence dans le domaine de la santé publique vétérinaire (risques biologiques) pour l'année 2002 [notifiée sous le numéro C(2002) 898]** 33

2002/207/CE:

- * **Décision de la Commission du 11 mars 2002 relative à l'inventaire du potentiel de production viticole présenté par le Portugal (régions des Açores et de Madère) au titre du règlement (CE) n° 1493/1999 du Conseil [notifiée sous le numéro C(2002) 902]** 35

2002/208/CE:

- * **Décision de la Commission du 11 mars 2002 relative au marquage et à l'utilisation de viandes porcines en application de l'article 11 de la directive 2001/89/CE du Conseil concernant l'Allemagne ⁽¹⁾ [notifiée sous le numéro C(2002) 984]** 36

2002/209/CE:

- * **Décision de la Commission du 11 mars 2002 mettant à jour les conditions d'octroi des autorisations de sortie pour les porcs détenus dans les exploitations situées à l'intérieur des zones de protection et de surveillance établies en Espagne dans le contexte de la peste porcine classique et établissant les conditions de marquage et d'utilisation de viandes porcines en application de l'article 11 de la directive 2001/89/CE du Conseil ⁽¹⁾ [notifiée sous le numéro C(2002) 985]** 40

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

(Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne)

POSITION COMMUNE DU CONSEIL

du 11 mars 2002

concernant le soutien de l'Union européenne à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et du processus de paix en République démocratique du Congo et abrogeant la position commune 2001/83/PESC

(2002/203/PESC)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 15,

vu la position commune 2001/83/PESC du Conseil du 29 janvier 2001 concernant le soutien de l'Union européenne à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et du processus de paix en République démocratique du Congo ⁽¹⁾, et notamment son article 10,

considérant ce qui suit:

- (1) Le Conseil européen de Laeken des 14 et 15 décembre 2001 a réaffirmé son plein appui à l'accord de cessez-le-feu de Lusaka.
- (2) Le Conseil, lors de ses sessions du 26 février 2001, du 14 mai 2001, du 16 juillet 2001, du 8 octobre 2001, du 29 octobre 2001, du 19 novembre 2001 et du 10 décembre 2001, a adopté les conclusions concernant la situation dans la région des Grands lacs.
- (3) Le Conseil a adopté la position commune 2001/374/PESC du 14 mai 2001 concernant la prévention, la gestion et la résolution des conflits en Afrique ⁽²⁾ et la position commune 98/350/PESC du 25 mai 1998 sur les droits de l'homme, les principes démocratiques, l'état de droit et la bonne gestion des affaires publiques en Afrique ⁽³⁾.
- (4) L'accord de cessez-le-feu de Lusaka a été signé, le 31 août 1999, par la République démocratique du Congo, l'Angola, la Namibie, le Rwanda, l'Ouganda, le Zimbabwe, le Mouvement pour la libération du Congo et le Rassemblement congolais pour la démocratie.
- (5) Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté les résolutions 1234(1999), 1258(1999), 1291(2000), 1304(2000), 1332(2000), 1341(2001), 1355(2001) et 1376(2001).
- (6) Il convient d'abroger la position commune 2001/83/PESC,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE POSITION COMMUNE:

Article premier

La présente position commune a pour but d'appuyer, par une action de l'Union européenne et de ses États membres, la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, dans le cadre du processus de paix en République démocratique du Congo (RDC).

L'Union européenne affirme que l'instauration d'une paix durable en RDC passe par la conclusion d'un accord de paix négocié qui soit équitable pour toutes les parties, le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale de la RDC et le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme dans tous les États de la région ainsi que de ceux de bon voisinage et de non-ingérence dans les affaires intérieures, tout en prenant compte des intérêts de la RDC et des pays voisins en matière de sécurité.

Article 2

L'Union européenne apportera son soutien à l'action menée par les Nations unies et l'Organisation de l'Unité africaine à l'appui de la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, dans le cadre du processus de paix et elle coopérera étroitement avec ces organisations et avec d'autres acteurs concernés de la Communauté internationale dans le cadre de la mise en œuvre de la présente position commune.

Article 3

L'Union européenne continuera d'œuvrer pour un strict respect du cessez-le-feu entre les signataires de l'accord de Lusaka et d'apporter, dans ce but, son soutien à la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) et à la commission militaire mixte (CMM).

Elle poursuivra son action en faveur d'un retrait complet et sans délai de toutes les troupes étrangères de la RDC conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

⁽¹⁾ JO L 29 du 31.1.2001, p. 1.

⁽²⁾ JO L 132 du 15.5.2001, p. 3.

⁽³⁾ JO L 158 du 2.6.1998, p. 1.

Article 4

L'Union européenne agira pour la mise en œuvre rapide du processus de désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation des combattants des groupes armés prévu par l'accord de Lusaka et qui constitue un élément fondamental du retour à la paix dans la région.

Elle rappellera que ce processus doit s'effectuer de manière volontaire, avec la coopération de l'ensemble des signataires de l'accord de Lusaka et pouvoir être soutenu par une action coordonnée de la communauté internationale.

Elle soutiendra dans ce but l'action de la MONUC et de la CMM, et œuvrera en particulier en faveur de l'application rapide de ce processus aux ex-combattants actuellement cantonnés à Kamina.

Le Conseil note que la Commission a l'intention de soutenir le processus de désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation (DDRRR) par des mesures communautaires appropriées.

Article 5

L'Union européenne continuera de soutenir le processus de dialogue intercongolais et d'apporter son appui à la facilitation.

Elle marquera sa volonté de voir ce dialogue aboutir à des résultats concrets dans les délais les plus brefs et dans les conditions d'indépendance, de liberté, de transparence, de sécurité et de représentativité nécessaires pour permettre une solution pacifique, consensuelle, juste et durable de la crise congolaise.

L'Union européenne souhaite que les participants au dialogue puissent trouver un accord qui permette de préserver l'unité et l'intégrité du pays et assurer le rétablissement de l'état de droit à travers une transition pacifique à même de restaurer la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et préparer le retour à la démocratie.

L'accord sur la transition et ses institutions devra notamment apporter une réponse aux problèmes cruciaux de la nationalité congolaise, de la nouvelle organisation de l'armée et de l'état en vue de la restauration pleine d'une démocratie représentative, garantie essentielle pour un développement durable et équitable du pays.

Article 6

L'Union européenne maintiendra une aide humanitaire conséquente à la RDC et apportera son soutien à la reconstruction et au développement de ce pays en veillant à ce que celui-ci

bénéficie à l'ensemble des congolais et des régions de la RDC, et qu'il contribue de manière dynamique et proactive au processus de paix en favorisant la restauration de l'État congolais, de la bonne gouvernance, de l'amélioration de la situation économique ainsi que le respect des droits de l'homme.

Le Conseil note l'intention de la Commission de poursuivre ses efforts en vue d'atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus.

Dans cette perspective, le Conseil se félicite notamment de la signature par la Commission le 21 janvier 2002 du programme indicatif national (PIN) du 8^e Fonds européen de développement (FED) pour la RDC, qui représente un engagement ferme de l'Union à l'égard du pays et de sa population, et note l'intention de la Commission de le mettre en œuvre en fonction des progrès réalisés sur la voie de la réconciliation nationale et des perspectives de stabilité et sécurité, dans le cadre du processus de paix.

Article 7

La coopération de l'Union européenne avec les pays de la région impliqués dans la crise congolaise tiendra compte, des efforts que ceux-ci accomplissent pour la mise en œuvre de l'accord de Lusaka et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Article 8

L'Union européenne continuera d'appuyer le processus de paix Burundais fondé sur l'accord d'Arusha et dont le succès est lié à la solution de la crise congolaise, et qui peut avoir un caractère exemplaire pour l'ensemble des pays de cette région d'Afrique touchés par les violences d'origine notamment ethnique.

Dans ce contexte, elle appuiera la réunion d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands lacs dès que l'évolution des processus de paix de Lusaka et d'Arusha le permettront et que les pays intéressés le décideront.

Article 9

L'Union européenne et ses États membres se réservent de modifier ou d'annuler toute activité menée à l'appui de la mise en œuvre de l'accord de Lusaka si les parties à cet accord n'en respectent pas les dispositions.

Article 10

La position commune 2001/83/PESC est abrogée.

Article 11

La mise en œuvre de la présente position commune fera l'objet d'un suivi régulier. La position commune sera réexaminée avant le 28 février 2003.

Néanmoins, elle pourrait être réexaminée avant cette date, et notamment, lorsque des résultats concluants dans la mise en œuvre de l'accord de Lusaka, y compris le dialogue intercongolais, seront connus.

Article 12

La présente position commune prend effet le jour de son adoption.

Article 13

La présente position commune est publiée au Journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 11 mars 2002.

Par le Conseil

Le président

J. PIQUÉ I CAMPS

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 442/2002 DU CONSEIL**du 18 février 2002****modifiant le règlement (CEE) n° 2019/93 portant mesures spécifiques pour certains produits agricoles en faveur des îles mineures de la mer Égée**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Commission européenne, et notamment ses articles 36 et 37,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,

vu l'avis du Parlement européen ⁽²⁾,

vu l'avis du Comité économique et social ⁽³⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) L'article 15 du règlement (CEE) n° 2019/93 du Conseil ⁽⁴⁾ prévoit que la Commission présente au Parlement européen et au Conseil un rapport annuel sur la mise en œuvre des mesures et, au terme de la troisième année d'application du régime spécifique d'approvisionnement, un rapport général sur la situation économique des îles mineures faisant ressortir l'impact des actions réalisées. Ces rapports sont accompagnés, dans tous les cas où cela se révélerait nécessaire, des propositions d'adaptations et ajustements appropriés des mesures prévues par ledit règlement.
- (2) L'analyse de la mise en œuvre de ces mesures conclut à la nécessité d'adaptations et ajustements appropriés, compte tenu des résultats et de l'expérience acquis et de l'évolution du contexte dans lequel ces mesures ont été appliquées. Il convient dès lors de modifier le règlement (CEE) n° 2019/93 en conséquence.
- (3) En particulier, le régime spécifique d'approvisionnement s'est avéré inadapté pour les secteurs des produits laitiers (yoghourt) et du sucre, notamment eu égard à la répercussion effective de l'avantage des aides au niveau de l'utilisateur final, alors que pour le secteur des fruits et légumes ce régime est arrivé à échéance à la fin 1997. Ces produits sont, par conséquent, à retirer du régime spécifique d'approvisionnement. Sur cette base, il convient de revoir la liste des produits visés par le régime spécifique d'approvisionnement, tout en tenant compte des besoins réels des îles concernées. Il convient en outre de redéfinir les groupes des îles en fonction de

leurs distances par rapport aux ports de la Grèce continentale à partir desquels sont habituellement effectués les approvisionnements et de tenir compte aussi des approvisionnements des îles de destination finale des marchandises au départ des îles de transit ou de chargement.

- (4) Les avantages économiques du régime spécifique d'approvisionnement ne doivent pas produire des détournements de trafic pour les produits concernés. Il convient dès lors d'interdire la réexpédition ou la réexportation de ces produits à partir des îles concernées. En cas de transformation, cette interdiction ne s'applique pas aux exportations et expéditions traditionnelles.
- (5) Les mesures de soutien des produits locaux pour le stockage privé de certains fromages de fabrication locale, les programmes d'initiative pour le développement des productions des fruits, légumes et fleurs, et le vieillissement de la production locale de vins de liqueur se sont révélées inadaptées à la situation de ces secteurs dans les îles de la mer Égée du fait en particulier de la courte période de stockage en ce qui concerne les fromages et les vins de liqueur et donc de l'effet minime de l'aide, ainsi que de la complexité des procédures et de la structure de l'aide en faveur des fruits, légumes et fleurs. Il convient par conséquent de ne pas reconduire ces aides.
- (6) Afin de continuer à soutenir le maintien de l'activité de l'élevage traditionnel bovin dans ces îles, d'une part, il convient d'assurer la stabilité de la prime spéciale pour un nombre déterminé de bovins mâles qui bénéficient aussi du complément à la prime spéciale, ainsi que de continuer l'octroi du complément de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes, et, d'autre part, il y a lieu de se référer au nouveau cadre réglementaire concernant l'organisation commune de marché dans ce secteur depuis 1999.
- (7) En ce qui concerne la poursuite de l'octroi des aides pour la culture des vignes orientées vers la production de v.q.p.r.d. dans les zones traditionnelles, il y a lieu d'actualiser les références réglementaires concernant l'organisation commune de marché dans ce secteur depuis 1999.

⁽¹⁾ Proposition du 7 novembre 2001 (non encore parue au Journal officiel).

⁽²⁾ Avis émis le 5 février 2002 (non encore paru au Journal officiel).

⁽³⁾ Avis émis le 16 janvier 2002 (non encore paru au Journal officiel).

⁽⁴⁾ JO L 184 du 27.7.1993, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1257/1999 (JO L 160 du 26.6.1999, p. 80).

- (8) Afin de continuer l'octroi des aides à l'apiculture traditionnelle et de contribuer à l'amélioration continue de sa qualité, il convient d'encourager l'activité d'associations d'apiculteurs reconnus, ainsi que d'actualiser le nombre des ruches éligibles à ces aides.
- (9) Il y a lieu d'arrêter les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du présent règlement en conformité avec la décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999 fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission ⁽¹⁾.
- (10) L'article 13 du règlement (CEE) n° 2019/93 qui prévoit des mesures dérogatoires en matière structurelle, est abrogé par le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements ⁽²⁾. Les structures des exploitations agricoles et de certaines entreprises de transformation et de commercialisation, situées dans les îles de la mer Égée, sont gravement insuffisantes et soumises à des difficultés spécifiques. Il convient dès lors de pouvoir déroger, pour certains types d'investissements, aux dispositions limitant l'octroi de certaines aides à caractère structurel prévues par le règlement (CE) n° 1257/1999,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement (CEE) n° 2019/93 est modifié comme suit:

- 1) Les articles 2 et 3 sont remplacés par le texte suivant:

«Article 2

Il est institué un régime spécifique d'approvisionnement pour les produits agricoles énumérés à l'annexe, essentiels dans les îles mineures à la consommation humaine et en tant qu'intrants à la production agricole ainsi qu'à la transformation.

Un bilan prévisionnel quantifie les besoins annuels d'approvisionnement relatifs aux produits visés au premier alinéa.

Article 3

1. Dans le cadre du régime spécifique d'approvisionnement, des aides sont octroyées pour la fourniture, dans les îles mineures, des produits visés à l'article 2.

Le montant de l'aide est fixé pour un groupe d'îles en prenant en considération les surcoûts de commercialisation des produits vers ces îles, calculés à partir des ports de la Grèce continentale au départ desquels sont effectués les approvisionnements habituels, ainsi qu'au départ des ports des îles de transition ou de chargement des produits vers les îles de destination finale.

L'aide est financée à concurrence de 90 % par la Communauté et de 10 % par l'État membre.

2. Le régime spécifique d'approvisionnement est mis en œuvre de manière à tenir compte en particulier:

- a) des besoins spécifiques des îles mineures et des exigences précises de qualité requise;
- b) des courants d'échanges traditionnels avec les ports de la Grèce continentale et entre les îles;
- c) de l'aspect économique des aides envisagés;
- d) le cas échéant, de la nécessité de ne pas entraver les possibilités de développement des productions locales.

3. Le bénéfice du régime spécifique d'approvisionnement est subordonné à une répercussion effective de l'avantage octroyé jusqu'à l'utilisateur final.

4. Les produits qui bénéficient du régime spécifique d'approvisionnement ne peuvent pas faire l'objet d'une réexportation vers les pays tiers ni d'une réexpédition vers le reste de la Communauté.

5. En cas de transformation des produits visés au paragraphe 1 dans les îles mineures, l'interdiction visée au paragraphe 4 ne s'applique pas aux exportations traditionnelles ou aux expéditions traditionnelles vers le reste de la Communauté des produits issus de cette transformation. Dans le cas d'exportations traditionnelles, aucune restitution n'est accordée.»

- 2) L'article suivant est inséré:

«Article 3 bis

1. Les modalités d'application du présent titre sont arrêtées selon la procédure visée à l'article 13 bis, paragraphe 2. Elles comprennent notamment:

- a) le regroupement des îles mineures en fonction de leur distance par rapport aux ports de la Grèce continentale au départ desquels sont effectués les approvisionnements habituels, ainsi que par rapport aux ports des îles de transition ou de chargement des produits, au départ desquels sont habituellement approvisionnées les îles de destination finale;
- b) la fixation des montants des aides du régime spécifique d'approvisionnement;
- c) les dispositions propres à assurer un contrôle efficace et la répercussion effective, jusqu'à l'utilisateur final, des avantages octroyés;
- d) en tant que de besoin, l'établissement d'un système de certificats de livraison.

2. La Commission établit, selon la procédure visée à l'article 13 bis, paragraphe 2, les bilans d'approvisionnement; elle peut, selon la même procédure, réviser lesdits bilans ainsi que la liste des produits énumérés à l'annexe en fonction de l'évolution des besoins dans les îles mineures.»

⁽¹⁾ JO L 184 du 17.7.1999, p. 23.

⁽²⁾ JO L 160 du 26.6.1999, p. 80.

3) L'article 4 est supprimé.

4) L'article 6 est remplacé par le texte suivant:

«Article 6

1. Pour le soutien des activités d'élevage dans le secteur de la viande bovine, les aides prévues au présent article sont octroyées.

2. Une aide à l'engraissement des bovins mâles, qui constitue un complément de 48,3 euros par tête de la prime spéciale prévue à l'article 4 du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil (*), est octroyée aux producteurs de viande bovine.

Ce complément peut être octroyé pour un animal d'un poids minimal à déterminer selon la procédure visée à l'article 13 bis, paragraphe 2, et dans une limite de 12 000 bovins mâles chaque année à l'intérieur du plafond régional visé à l'article 4, paragraphes 1 et 4, du règlement (CE) n° 1254/1999. Dans cette limite, la réduction proportionnelle visée à l'article 4, paragraphe 4, dudit règlement ne s'applique pas.

3. Un complément à la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes prévue à l'article 6 du règlement (CE) n° 1254/1999 est versé aux producteurs de viande bovine chaque année; le montant de ce complément est de 48,3 euros par vache allaitante détenue par le producteur le jour du dépôt de la demande.

4. Les modalités d'application des paragraphes 1, 2 et 3 sont arrêtées selon la procédure fixée à l'article 13 bis, paragraphe 2. Elles peuvent prévoir aussi une révision de la limite visée au paragraphe 2.

(*) JO L 160 du 26.6.1999, p. 21.»

5) L'article 7 est supprimé.

6) L'article 8 est remplacé par le texte suivant:

«Article 8

1. Une aide à l'hectare est accordée pour la culture de pommes de terre de consommation relevant des codes NC 0701 90 50 et 0701 90 90, ainsi que pour la production de pommes de terre de semences relevant du code NC 0701 10 00, dans la limite d'une superficie cultivée et récoltée de 2 200 hectares par an.

Le montant maximal de l'aide est de 603 euros par hectare.

2. Les modalités d'application du présent article sont arrêtées selon la procédure visée à l'article 13 bis, paragraphe 2.»

7) L'article 9 est remplacé par le texte suivant:

«Article 9

1. Une aide à l'hectare est octroyée pour le maintien de la culture de vignes orientée vers la production de

vins "v.q.p.r.d." dans les zones de production traditionnelle.

Bénéficient de l'aide, les superficies:

a) plantées en variétés de vigne qui se trouvent dans le classement de variétés, établi par les États membres, aptes à la production de chacun des "v.q.p.r.d." de leur territoire, visées à l'article 19 du règlement (CE) n° 1493/1999 du Conseil (*), et

b) dont les rendements à l'hectare sont inférieurs à un maximum fixé par l'État membre, exprimé en quantités de raisin, de moûts de raisins ou de vin, selon les conditions du point I "Rendements à l'hectare" de l'annexe VI du règlement (CE) n° 1493/1999.

2. Le montant de l'aide est de 476 euros par hectare et par an. L'aide est octroyée exclusivement aux groupements de producteurs ou aux organisations de producteurs qui mettent en place une action d'amélioration qualitative des vins produits selon un programme approuvé par les autorités compétentes; ce programme comporte notamment des moyens pour l'amélioration des conditions de vinification, de stockage et de distribution.

3. Le titre II, chapitre II, du règlement (CE) n° 1493/1999 ne s'applique pas aux îles mineures.

4. Les modalités d'application du présent article sont arrêtées, en tant que de besoin, selon la procédure visée à l'article 13 bis, paragraphe 2.

(*) JO L 179 du 14.7.1999, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1622/2000 (JO L 194 du 31.7.2000, p. 1).»

8) L'article 10 est supprimé.

9) L'article 11 est remplacé par le texte suivant:

«Article 11

1. Une aide à l'hectare est octroyée pour le maintien des oliveraies dans les zones traditionnelles de culture de l'olivier, à condition que les oliveraies soient entretenues et maintenues dans de bonnes conditions de production.

Le montant de l'aide est de 145 euros par hectare et par an.

2. Les modalités d'application du présent article sont arrêtées selon la procédure visée à l'article 13 bis, paragraphe 2. Elles déterminent notamment les conditions d'application du régime de l'aide visée au paragraphe 1, ainsi que les conditions du bon entretien des oliveraies et les dispositions en matière de contrôle.»

10) L'article 12 est remplacé par le texte suivant:

«Article 12

1. Une aide est octroyée pour la production de miel de qualité spécifique des îles mineures contenant une large part de miel de thym.

L'aide est versée, en fonction du nombre de ruches en production enregistrées, aux associations d'apiculteurs reconnues par les autorités compétentes qui entreprennent de réaliser des programmes d'initiatives annuels visant l'amélioration des conditions de production du miel de qualité.

Le montant de l'aide est fixé à 12 euros par ruche et par an.

2. L'aide visée au paragraphe 1 est accordée dans la limite de 100 000 ruches par an.

3. Les modalités d'application du présent article sont arrêtées selon la procédure visée à l'article 13 bis, paragraphe 2.»

11) L'article 13 est remplacé par le texte suivant:

«Article 13

1. Par dérogation à l'article 7 du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) (*), la valeur totale de l'aide, exprimée en % du volume d'investissements éligibles, peut être majorée au maximum par 15 points de pourcentage pour les investissements visant notamment à encourager la diversification, la restructuration ou l'orientation vers une agriculture durable dans les exploitations agricoles situées dans les îles mineures de la mer Égée.

2. Par dérogation à l'article 28, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1257/1999, la valeur totale de l'aide, exprimée en % du volume d'investissements éligibles, est fixée à 65 % au maximum pour les investissements dans des petites et moyennes entreprises de transformation et de commercialisation de produits agricoles provenant principalement de la production locale et qui relèvent de secteurs à définir dans le cadre du complément de programmation visé à l'article 18, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels (**).

3. Les mesures envisagées au titre du présent article sont décrites dans le cadre des programmes opérationnels visés à l'article 18 du règlement (CE) n° 1260/1999, qui couvrent les îles mineures.

(*) JO L 160 du 26.6.1999, p. 80.

(**) JO L 161 du 26.6.1999, p. 1.»

12) L'article 13 bis suivant est inséré:

«Article 13 bis

1. La Commission est assistée par le comité de gestion des céréales, institué par l'article 22 du règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil (*), ou par un des comités de gestion institués par les règlements portant organisation commune des marchés pour les produits concernés, ci-après dénommé "comité".

Pour les produits agricoles relevant du champ d'application du règlement (CEE) n° 827/68 du Conseil (**), ainsi que pour les produits ne relevant d'aucune organisation

commune des marchés, la Commission est assistée par le comité de gestion du houblon institué par l'article 20 du règlement (CEE) n° 1696/71 du Conseil (**).

2. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, les articles 4 et 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent.

La période prévue à l'article 4, paragraphe 3, de la décision 1999/468/CE est fixée à un mois.

3. Le comité adopte son règlement intérieur.

(*) JO L 181 du 1.7.1992, p. 21.

(**) JO L 151 du 30.6.1968, p. 16. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 195/96 (JO L 26 du 2.2.1996, p. 13).

(***) JO L 175 du 4.8.1971, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 191/2000 (JO L 23 du 28.1.2000, p. 4).»

13) L'article 14 est remplacé par le texte suivant:

«Article 14

Les mesures prévues par le présent règlement, à l'exclusion de l'article 13, constituent des interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles au sens de l'article 2, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1258/1999 (*).

(*) JO L 160 du 26.6.1999, p. 103.»

14) L'article 14 bis suivant est inséré:

«Article 14 bis

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour assurer le respect du présent règlement notamment en ce qui concerne les mesures de contrôles et les sanctions administratives et en informent la Commission.

Les modalités d'application du présent article sont arrêtées selon la procédure visée à l'article 13 bis, paragraphe 2.»

15) L'article 15 est remplacé par le texte suivant:

«Article 15

1. La Grèce présente à la Commission un rapport annuel sur la mise en œuvre des mesures prévues par le présent règlement.

2. Au terme de chaque période de cinq ans d'application des mesures prévues par le présent règlement, la Commission présente au Parlement européen et au Conseil un rapport général faisant ressortir l'impact des actions réalisées en application du présent règlement, ainsi que, dans tous les cas où cela se révélerait nécessaire, les ajustements appropriés des mesures.

Le premier rapport est à présenter avant la fin de l'année 2005.»

16) L'annexe est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 février 2002.

Par le Conseil
Le président
M. ARIAS CAÑETE

ANNEXE

«ANNEXE

Liste des produits visés par le régime spécifique d'approvisionnement prévu au titre I pour les îles mineures de la mer Égée

Désignation des marchandises	Code NC
Farines de froment	1101 et 1102
Blé dur	1001 10 00
Blé tendre panifiable	1001 90 99
Aliments des animaux	
— Céréales	
— Blé	1001
— Seigle	1002
— Orge	1003
— Avoine	1004
— Maïs	1005
— Graines de coton	1207 20 90
— Luzerne et fourrages	1214
— Résidus et déchets des industries alimentaires	2302 à 2308
— Préparation des types utilisés pour l'alimentation des animaux	2309 90»

RÈGLEMENT (CE) N° 443/2002 DE LA COMMISSION**du 11 mars 2002****établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission du 21 décembre 1994 portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1498/98 ⁽²⁾, et notamment son article 4, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 3223/94 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'importation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe.

- (2) En application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 4 du règlement (CE) n° 3223/94 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 12 mars 2002.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 mars 2002.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 337 du 24.12.1994, p. 66.

⁽²⁾ JO L 198 du 15.7.1998, p. 4.

ANNEXE

du règlement de la Commission du 11 mars 2002 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

(EUR/100 kg)

Code NC	Code des pays tiers (!)	Valeur forfaitaire à l'importation
0702 00 00	052	186,7
	204	168,1
	212	174,9
	624	230,6
	999	190,1
0707 00 05	052	165,1
	068	109,7
	204	64,5
	220	196,3
0709 90 70	999	133,9
	052	124,7
	204	83,2
0805 10 10, 0805 10 30, 0805 10 50	999	104,0
	052	60,4
	204	47,1
	212	50,7
	220	45,4
	421	29,6
	600	59,5
	624	76,1
0805 50 10	999	52,7
	052	40,0
	600	61,3
0808 10 20, 0808 10 50, 0808 10 90	999	50,6
	060	40,7
	388	113,6
	400	120,5
	404	96,5
	508	84,3
	512	90,1
	528	96,3
	720	119,8
	728	132,3
	999	99,3
	0808 20 50	204
388		76,1
400		102,5
512		79,9
528		73,3
720		66,2
	999	100,5

(!) Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 2020/2001 de la Commission (JO L 273 du 16.10.2001, p. 6). Le code «999» représente «autres origines».

**RÈGLEMENT (CE) N° 444/2002 DE LA COMMISSION
du 11 mars 2002**

modifiant le règlement (CEE) n° 2454/93 fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire et modifiant les règlements (CE) n° 2787/2000 et (CE) n° 993/2001

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le code des douanes communautaire ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2700/2000 du Parlement européen et du Conseil ⁽²⁾ (ci-après dénommé «le code»), et notamment son article 247,

considérant ce qui suit:

- (1) Certaines définitions contenues dans le règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 993/2001 ⁽⁴⁾, doivent être actualisées.
- (2) Les nécessités de la politique commerciale commune conduisent à modifier fréquemment la liste des pays et territoires bénéficiaires de mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par la Communauté et, en conséquence, à modifier régulièrement la liste des pays et territoires visés à la section 2, chapitre 2, titre IV, partie I, du règlement (CEE) n° 2454/93.
- (3) Il convient par conséquent de prévoir un intitulé de cette section 2, ainsi qu'un libellé de ses dispositions, qui ne soient pas basés sur une liste exhaustive de pays ou de territoires mais se réfère généralement à des «pays ou territoires bénéficiaires», ces derniers étant formellement repris dans les règlements du Conseil octroyant le bénéfice des préférences en question.
- (4) Dans certaines circonstances, il est possible de faire réparer les marchandises défectueuses en dehors du territoire douanier de la Communauté sans qu'une dette douanière ne prenne naissance lors de la réimportation.
- (5) Après la mise en libre pratique des marchandises, le prix convenu pour ces dernières entre l'acheteur et le vendeur peut, dans certains cas, être modifié afin de tenir compte de la nature défectueuse des marchandises.
- (6) Les règles en vigueur devraient par conséquent expressément prévoir que la valeur transactionnelle au sens de l'article 29 du code peut tenir compte de cette circonstance spéciale, sous réserve de clauses de sauvegarde appropriées ainsi que de limites de temps raisonnables.
- (7) L'article 167, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2454/93 avait pour objet d'éviter l'application de droits de douane aux logiciels importés sur support informatique. Cet objectif étant atteint depuis lors grâce à l'accord sur les technologies de l'information (ATI), approuvé par la décision 97/359/CE du Conseil ⁽⁵⁾, et sans préjudice de

l'application de la décision 4.1 du 12 mai 1995 du GATT en la matière, il n'est donc plus nécessaire de définir des dispositions d'application particulières pour la détermination de la valeur en douane des supports informatiques.

- (8) Le seuil limite, fixé à l'article 179, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 2454/93 au-dessus duquel la déclaration des éléments relatifs à la valeur en douane (la déclaration de la valeur) doit être présentée, doit être porté à 10 000 euros, afin de prendre en considération les évolutions monétaires et de simplifier les formalités d'importation.
- (9) Certaines adaptations et modifications des dispositions relatives à la destination particulière sont nécessaires, notamment pour les rendre plus claires et les aligner sur les dispositions relatives aux régimes douaniers économiques.
- (10) Les dispositions sur le transit communautaire figurant dans le règlement (CEE) n° 2454/93 ont fait l'objet d'une révision complète et exhaustive, ce qui a conduit à la modification d'une grande partie des dispositions. Il est apparu que les dispositions modifiées contiennent certaines insuffisances et inexactitudes qui devraient être corrigées.
- (11) Pour la protection des intérêts financiers des autres parties contractantes à la convention relative à un régime de transit commun approuvée par la décision 87/415/CEE du Conseil ⁽⁶⁾, il convient d'assurer qu'une garantie appropriée est fournie lorsqu'une opération de transit portant sur des marchandises communautaires concerne leur territoire. Le montant de la garantie doit être calculé comme s'il s'agissait de marchandises non communautaires.
- (12) Lorsque le principal obligé entend utiliser le certificat de garantie globale pour tout type de marchandises, les critères applicables en cas de recours à la garantie globale pour les marchandises présentant des risques de fraude accrus devraient s'appliquer à toutes les marchandises.
- (13) Il convient d'introduire des dispositions concernant les droits à l'importation applicables aux marchandises d'importation qui bénéficient d'un régime tarifaire favorable en raison de leur destination particulière. Cette introduction doit être réalisée dans un souci de clarification afin d'assurer une application uniforme des dispositions douanières dans la Communauté. Elle doit avoir un

⁽¹⁾ JO L 302 du 19.10.1992, p. 1.

⁽²⁾ JO L 311 du 12.12.2000, p. 17.

⁽³⁾ JO L 253 du 11.10.1993, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 141 du 28.5.2001, p. 1.

⁽⁵⁾ JO L 155 du 12.6.1997, p. 1.

⁽⁶⁾ JO L 226 du 13.8.1987, p. 1.

effet rétroactif étant donné que des dispositions similaires existaient déjà jusqu'à la date du 30 juin 2001, notamment au titre de l'article 52 du règlement (CEE) n° 2228/91 de la Commission ⁽¹⁾, abrogé par le règlement (CEE) n° 2454/93, et au titre de l'article 585 bis du règlement (CEE) n° 2454/93, avant sa modification résultant du règlement (CE) n° 993/2001.

- (14) L'article 859 du règlement (CEE) n° 2454/93 contient une liste de cas dans lesquels une dette douanière ne prend pas naissance, malgré l'existence d'une des situations visées à l'article 204, paragraphe 1, points a) et b), du code.
- (15) Il convient d'adapter cette liste afin qu'elle couvre les cas de non-respect de certaines obligations applicables aux marchandises sous transit communautaire lorsque ces dernières sont présentées intactes au bureau de destination.
- (16) De même, cette liste doit inclure les cas de non-respect des règles de transfert applicables aux marchandises placées sous un régime suspensif ou aux marchandises bénéficiant d'un traitement favorable en raison de leur destination particulière, lorsque ces marchandises arrivent au lieu de destination prévu.
- (17) La modification de l'article 859 étant liée aux dispositions du règlement (CE) n° 993/2001, lequel est applicable depuis le 1^{er} juillet 2001, il convient de rendre applicable cette modification à la même date.
- (18) Afin de permettre de rationaliser la gestion des délais d'examen des demandes de non prise en compte a posteriori des droits, effectuées au titre de l'article 220, paragraphe 2, point b), du code et des demandes de remboursement ou de remise de droits, effectuées au titre de l'article 239 du code, il convient que la suspension du délai d'examen desdites demandes, lorsque l'intéressé est consulté conformément à l'article 872 bis ou à l'article 906 bis du règlement (CEE) n° 2454/93, soit uniformément fixée à un mois.
- (19) Afin d'assurer une interprétation cohérente des dispositions concernant la désignation du bureau de destination pour le contrôle de l'utilisation et/ou de destination des marchandises, il convient de spécifier à quel bureau les marchandises doivent être présentées pour le contrôle de la sortie des marchandises du territoire douanier de la Communauté.
- (20) Les taux forfaitaires de rendement doivent être calculés pour certains produits compensateurs principaux sur la base du coefficient correspondant fixé à l'annexe E du règlement (CE) n° 1520/2000 de la Commission du 13 juillet 2000 établissant, pour certains produits agricoles exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe I du traité, les modalités communes d'application du régime d'octroi des restitutions à l'exportation et des critères de fixation de leurs montants ⁽²⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1563/2001 ⁽³⁾. Des

modifications doivent être effectuées parallèlement pour certains produits compensateurs secondaires.

- (21) Il convient d'adapter l'annexe 111 du règlement (CEE) n° 2454/93 afin de tenir compte de l'instauration de la monnaie unique à partir du 1^{er} janvier 2002.
- (22) Les dispositions transitoires relatives au système de transit informatisé prévues par l'article 4 du règlement (CE) n° 2787/2000 de la Commission ⁽⁴⁾ et par l'article 2 du règlement (CE) n° 993/2001 ne doivent pas s'appliquer aux autorisations qui accordent le statut d'expéditeur agréé ou de destinataire agréé dans le cadre des simplifications relatives à certains modes de transport.
- (23) Il y a lieu de modifier le règlement (CEE) n° 2454/93 ainsi que les règlements (CE) n° 2787/2000 et (CE) n° 993/2001 en conséquence.
- (24) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité du code des douanes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement (CEE) n° 2454/93 est modifié comme suit:

- 1) L'article 1^{er} est modifié comme suit:
- a) Le point 3 est remplacé par le texte suivant:
- «3) *comité*:
le comité du code des douanes institué par les articles 247 bis et 248 bis du code;»
- b) Le point 10 est remplacé par le texte suivant:
- «10) *traité*:
le traité instituant la Communauté européenne».
- 2) Le titre de la section 2, chapitre 2, titre IV, partie I est remplacé par le titre suivant:
- «Pays et territoires bénéficiaires des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par la Communauté en faveur de certains pays ou territoires».
- 3) À l'article 98, paragraphe 1, la phrase liminaire est remplacée par le texte suivant:
- «1. Pour l'application des dispositions relatives aux mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par la Communauté en faveur de certains pays, groupes de pays ou territoires (ci-après dénommés "pays ou territoires bénéficiaires"), à l'exclusion de ceux visés à la section 1 du présent chapitre et des pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté, sont considérés comme produits originaires d'un pays ou d'un territoire bénéficiaire.»
- 4) Aux articles 98 à 123, les termes «République bénéficiaire» sont remplacés, dans la forme grammaticale appropriée, par les termes «pays ou territoire bénéficiaire».

⁽¹⁾ JO L 210 du 31.7.1991, p. 1.

⁽²⁾ JO L 177 du 15.7.2000, p. 1.

⁽³⁾ JO L 208 du 1.8.2001, p. 8.

⁽⁴⁾ JO L 330 du 27.12.2000, p. 1.

5) À l'article 110, paragraphe 1, la phrase liminaire est remplacée par le texte suivant:

«1. Les produits originaires au sens de la présente section sont admis à l'importation dans la Communauté au bénéfice des préférences tarifaires visées à l'article 98, pour autant qu'ils aient été transportés directement dans la Communauté au sens de l'article 107, sur présentation d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1 délivré soit par les autorités douanières, soit par d'autres autorités gouvernementales compétentes d'un pays ou territoire bénéficiaire, sous réserve que ce pays ou territoire:».

6) L'article 145 est remplacé par le texte suivant:

«Article 145

1. Lorsque des marchandises déclarées pour la mise en libre pratique constituent une partie d'une plus grande quantité des mêmes marchandises achetées dans le contexte d'une transaction unique, le prix payé ou à payer aux fins de l'article 29, paragraphe 1, du code est un prix calculé proportionnellement en fonction des quantités déclarées par rapport à la quantité totale achetée.

Une répartition proportionnelle du prix effectivement payé ou à payer s'applique également en cas de perte partielle ou en cas de dommage avant la mise en libre pratique de la marchandise à évaluer.

2. Après la mise en libre pratique des marchandises, la modification par le vendeur, en faveur de l'acheteur, du prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises peut être prise en compte en vue de la détermination de leur valeur en douane en vertu de l'article 29 du code, lorsqu'il est démontré à la satisfaction des autorités douanières:

- a) que ces marchandises étaient défectueuses au moment visé à l'article 67 du code;
- b) que le vendeur a effectué la modification en application d'une obligation contractuelle de garantie prévue par le contrat de vente conclu avant la mise en libre pratique desdites marchandises, et
- c) que le caractère défectueux desdites marchandises n'a pas déjà été pris en compte dans le contrat de vente y afférent.

3. Le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises, modifié conformément au paragraphe 2, ne peut être pris en compte que si cette modification a eu lieu dans un délai de douze mois à compter de la date d'acceptation de la déclaration de mise en libre pratique des marchandises.»

7) Le chapitre 5 du titre V de la partie I est supprimé.

8) À l'article 179, paragraphe 1, point a), les termes «5 000 euros» sont remplacés par les termes «10 000 euros».

9) À l'article 292, le paragraphe 7 suivant est ajouté:

«7. Le demandeur est informé de la décision d'octroi d'une autorisation ou des motifs du rejet de la demande dans les trente jours suivant le dépôt de la demande ou suivant la réception par les autorités douanières des renseignements manquants ou supplémentaires demandés.

Ce délai ne s'applique pas dans le cas d'une autorisation unique, sauf si elle est délivrée conformément au paragraphe 6.»

10) L'article 293 est modifié comme suit:

a) Le paragraphe 3 est modifié comme suit:

i) Le point c) est remplacé par le texte suivant:

«c) les moyens et les méthodes d'identification et de contrôle douanier, y compris les modalités:

— du stockage commun, pour lequel l'article 534, paragraphes 2 et 3, s'applique mutatis mutandis,

— du stockage de mélanges de produits soumis à la surveillance douanière de la destination particulière relevant des chapitres 27 et 29 de la nomenclature combinée ou du stockage de tels produits avec des huiles brutes de pétrole de code NC 2709 00.»

ii) L'alinéa suivant est ajouté:

«Lorsque les marchandises visées au premier alinéa, point c), deuxième tiret, ne relèvent pas du même code NC à huit chiffres, ne présentent pas la même qualité commerciale et ne possèdent pas les mêmes caractéristiques techniques et physiques, le stockage de mélanges ne peut être autorisé que si le mélange est entièrement destiné à subir l'un des traitements visés aux notes complémentaires 4 et 5 du chapitre 27 de la nomenclature combinée.»

b) Au paragraphe 4, l'alinéa suivant est ajouté:

«La durée de validité ne peut excéder trois ans à compter de la date à laquelle l'autorisation prend effet, sauf pour des raisons dûment justifiées.»

11) À l'article 296, le paragraphe 2 est modifié comme suit:

a) Au point a), la deuxième phrase est supprimée.

b) Au point b), le premier sous-tiret du neuvième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— les éléments de taxation des marchandises, sauf dispense par les autorités douanières.»

12) À l'article 314 *quater*, paragraphe 1, point f), les termes «l'article 816» sont remplacés par les termes «l'article 812».

13) À l'article 317 *ter*, les termes «aux articles 444 et 448» sont remplacés par les termes «aux articles 445 et 448».

14) À l'article 324 *sexies*, paragraphe 5, les termes «article 448, paragraphe 4» sont remplacés par les termes «article 448, paragraphe 5».

15) À l'article 345, paragraphe 1, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

«1. La garantie isolée doit couvrir l'intégralité du montant de la dette douanière susceptible de naître, calculé sur la base des taux les plus élevés afférents à ce genre de marchandises dans l'État membre de départ. Pour ce calcul, les marchandises communautaires transportées en application de la convention relative à un régime de transit commun sont considérées comme des marchandises non communautaires.»

- 16) À l'article 359, le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:
- «3. Lorsque le transport s'effectue en empruntant un bureau de passage autre que celui figurant sur les exemplaires n^{os} 4 et 5 de la déclaration de transit, le bureau de passage emprunté envoie sans tarder l'avis de passage au bureau de passage initialement prévu ou informe du passage le bureau de départ dans les cas et selon la procédure définis d'un commun accord par les autorités douanières.»
- 17) À l'article 379, paragraphe 2, troisième alinéa, la phrase suivante est ajoutée:
- «Pour ce calcul, les marchandises communautaires qui doivent être ou qui ont été transportées en application de la convention relative à un régime de transit commun, sont considérées comme des marchandises non communautaires.»
- 18) À l'article 381, le paragraphe 3 bis suivant est inséré:
- «3 bis. Les paragraphes 1, 2 et 3 s'appliquent également lorsqu'une demande pour l'utilisation d'une garantie globale fait explicitement état de l'utilisation d'un même certificat de garantie globale non seulement pour des marchandises figurant à l'annexe 44 *quater* mais également pour des marchandises qui n'y figurent pas.»
- 19) À l'article 423, paragraphe 3, les dixième et onzième tirets suivants sont ajoutés:
- «— Tulliselvitetty,
— Tullklarerat.»
- 20) L'article 450 *quater* est modifié comme suit:
- a) Le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:
- «1. Lorsque le régime n'est pas apuré, les autorités douanières de l'État membre de départ doivent, dans un délai de douze mois à compter de la date d'acceptation de la déclaration de transit, donner notification à la caution du non-apurement du régime.»
- b) Le paragraphe 1 bis suivant est inséré:
- «1 bis. Lorsque le régime n'est pas apuré, les autorités douanières déterminées conformément à l'article 215 du code doivent, dans un délai de trois ans à compter de la date d'acceptation de la déclaration de transit, donner notification à la caution qu'elle est ou pourra être tenue au paiement des sommes dont elle répond à l'égard de l'opération de transit communautaire concernée. Cette notification doit préciser le numéro et la date de la déclaration de transit, le nom du bureau de départ, le nom du principal obligé et le montant des sommes en jeu.»
- c) Le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:
- «2. La caution est libérée de ses engagements lorsque l'une ou l'autre des notifications visées aux paragraphes 1 et 1 bis n'a pas été effectuée dans les délais prévus.»
- 21) L'article 547 bis suivant est inséré:
- «Article 547 bis
- Pour les marchandises d'importation qui, au moment de l'acceptation de la déclaration de placement sous le régime, pouvaient bénéficier d'un régime tarifaire favorable en raison de leur destination particulière, les droits à l'importation à percevoir, en application de l'article 121, paragraphe 1, du code sont calculés en retenant le taux correspondant à cette destination. Le recours à un tel calcul n'est permis que si l'autorisation au titre de la destination particulière aurait pu être octroyée et pour autant que les conditions prévues pour l'octroi du bénéfice du régime tarifaire favorable auraient été remplies.»
- 22) L'article 859 est modifié comme suit:
- a) Le point 2 est remplacé par le texte suivant:
- «2) s'agissant d'une marchandise placée sous un régime de transit, l'inexécution d'une des obligations qu'entraîne l'utilisation du régime lorsque les conditions suivantes sont remplies:
- a) la marchandise placée sous le régime a effectivement été présentée intacte au bureau de destination;
- b) le bureau de destination a été en mesure de garantir que cette même marchandise a reçu une destination douanière ou a été placée en dépôt temporaire à l'issue de l'opération de transit, et
- c) lorsque le délai fixé conformément à l'article 356 n'a pas été respecté et que le paragraphe 3 dudit article n'est pas applicable, la marchandise a néanmoins été présentée au bureau de destination dans un délai raisonnable.»
- b) Le point 7 est remplacé par le texte suivant:
- «7) s'agissant d'une marchandise ou d'un produit faisant l'objet d'un transfert physique au sens des articles 296, 297 ou 511, l'inexécution d'une des conditions fixées pour ledit transfert lorsque les conditions suivantes sont remplies:
- a) l'intéressé peut démontrer, à la satisfaction des autorités douanières, que cette marchandise ou ce produit est arrivé à l'installation ou au lieu de destination prévu et, lorsqu'il s'agit d'un transfert au titre des articles 296, 297, 512, paragraphe 2, ou de l'article 513, que cette marchandise ou ce produit a été dûment inscrit dans les écritures de l'installation ou du lieu de destination prévu, lorsque ces articles prévoient une telle inscription, et
- b) lorsque le délai, fixé le cas échéant par l'autorisation, n'a pas été respecté, cette marchandise ou ce produit est néanmoins arrivé à ladite installation ou audit lieu de destination dans un délai raisonnable.»
- 23) À l'article 873, le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant:
- «Lorsque la Commission a communiqué ses objections à la personne intéressée par le cas présenté, conformément à l'article 872 bis, le délai de neuf mois est prolongé d'un mois.»

24) À l'article 907, le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Lorsque la Commission a communiqué ses objections au demandeur du remboursement ou de la remise, conformément à l'article 906 *bis*, le délai de neuf mois est prolongé d'un mois.»

25) À l'article 912 *bis*, paragraphe 3, les termes «l'article 347, paragraphe 2, deuxième alinéa» sont remplacés par les termes «l'article 349, paragraphe 1, deuxième alinéa».

26) L'article 912 *ter* est modifié comme suit:

a) Au paragraphe 7, les termes «l'article 349» sont remplacés par les termes «l'article 357».

b) Le paragraphe 9 est remplacé par le texte suivant:

«9. Les dispositions de l'article 360 s'appliquent mutatis mutandis.»

27) À l'article 912 *quater*, paragraphe 2, le troisième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— par un autre mode de transport, le bureau de destination est celui de sortie visé à l'article 793, paragraphe 2.»

28) L'annexe 37 est modifiée conformément à l'annexe I du présent règlement.

29) L'annexe 44 *bis* est modifiée conformément à l'annexe II du présent règlement.

30) L'annexe 69 est modifiée conformément à l'annexe III du présent règlement.

31) À l'annexe 111, au point B.12 des notes au verso du formulaire «Demande de remboursement/remise», les sigles et devises nationales sont remplacés par les sigles et devises suivants:

- «— EUR: euros,
- DKK: couronnes danoises,
- SEK: couronnes suédoises,
- GBP: livres sterling».

Article 2

À l'article 4, paragraphe 5, deuxième alinéa, du règlement (CE) n° 2787/2000, la phrase suivante est ajoutée:

«Le présent alinéa ne s'applique pas aux transports effectués par l'expéditeur agréé dans le cadre de procédures simplifiées visées à l'article 372, paragraphe 1, point g).»

Article 3

À l'article 2, paragraphe 3, premier alinéa, du règlement (CE) n° 993/2001, la phrase suivante est ajoutée:

«Le présent alinéa ne s'applique pas aux transports que le destinataire agréé reçoit dans le cadre de procédures simplifiées visées à l'article 372, paragraphe 1, point g).»

Article 4

1. Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

2. Les points 21 et 22 de l'article 1^{er} sont applicables avec effet au 1^{er} juillet 2001.

3. Les points 12 à 20 et 25 à 29 de l'article 1^{er} et les articles 2 et 3 sont applicables à partir du 1^{er} avril 2002.

Les dispositions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux opérations de transit communautaire pour lesquelles la déclaration de transit est présentée avant le 1^{er} avril 2002.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 mars 2002.

Par la Commission

Frederik BOLKESTEIN

Membre de la Commission

ANNEXE I

L'annexe 37 est modifiée comme suit:

- 1) Au titre I, partie A, l'alinéa suivant est ajouté:

«La déclaration de transit est déposée en un seul exemplaire au bureau de départ lorsque celui-ci la traite par des systèmes informatiques.»

- 2) Au titre III, partie C, le deuxième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— lorsque la troisième subdivision de la case 1 est revêtue du sigle "T", les cases 32 "Numéro de l'article", 33 "Code des marchandises", 35 "Masse brute (kg)", 38 "Masse nette (kg)", 40 "Déclaration sommaire/document précédent" et 44 "Mentions spéciales/Documents produits/Certificats et autorisations" du premier article de marchandises sur le formulaire de déclaration de transit utilisé sont bâtonnées et la première case 31 "Colis et désignation des marchandises" de ce document ne peut pas être remplie en ce qui concerne l'indication des marques, numéros, nombre et nature des colis et désignation des marchandises. Le nombre de formulaires complémentaires qui portent respectivement les sigles T1 *bis*, T2 *bis* ou T2F *bis* sera indiqué dans la première case 31 de ce document.»

ANNEXE II

L'annexe 44 *bis* est modifiée comme suit:

- 1) Au titre II, point 2.2, premier alinéa, la deuxième phrase est remplacée par le texte suivant:

«Lorsque la liste de chargement est jointe à une déclaration de transit, doivent y figurer les informations qui dans la déclaration de transit figurent dans les cases 31 "colis et désignation des marchandises", 40 "Déclaration sommaire/document précédent", 44 "Mentions spéciales/Documents produits/Certificats et autorisations" et, le cas échéant, 33 "Code des marchandises" et 38 "Masse nette (kg)".»

- 2) Au titre III, point 2, la première phrase est remplacée par le texte suivant:

«En cas d'utilisation de listes de chargement, les cases 15 "Pays d'expédition/d'exportation", 32 "Numéro de l'article", 33 "Code des marchandises", 35 "Masse brute (kg)", 38 "Masse nette (kg)", 40 "Déclaration sommaire/document précédent" et, le cas échéant, 44 "Mentions spéciales/Documents produits/Certificats et autorisations" du formulaire de déclaration de transit sont bâtonnées et la case 31 "Colis et désignation des marchandises" ne peut pas être remplie en ce qui concerne l'indication des marques, numéros, nombre et nature des colis et désignation des marchandises.»

ANNEXE III

L'annexe 69 du règlement (CEE) n° 2454/93 est modifiée comme suit:

- 1) Dans la colonne 5, au numéro d'ordre 15, les taux forfaitaires de rendement «1,00» et «3,50» sont respectivement remplacés par «0,95» et «3,33».
 - 2) Dans la colonne 5, au numéro d'ordre 37, les taux forfaitaires de rendement «1,00» et «3,50» sont respectivement remplacés par «0,98» et «3,42».
 - 3) Dans la colonne 5, au numéro d'ordre 38, les taux forfaitaires de rendement «1,00» et «3,50» sont respectivement remplacés par «0,96» et «3,36».
 - 4) Dans la colonne 5, au numéro d'ordre 56, les taux forfaitaires de rendement «62,11» et «30,10» sont respectivement remplacés par un renvoi à la note «(*)» de bas de page et «29,91».
 - 5) Dans la colonne 5, au numéro d'ordre 57, les taux forfaitaires de rendement «47,62», «30,10» et «10,00» sont respectivement remplacés par un renvoi à la note «(*)» de bas de page, «29,91» et «9,95».
 - 6) Dans la colonne 5, au numéro d'ordre 58, les taux forfaitaires de rendement «62,11» et «30,10» sont respectivement remplacés par un renvoi à la note «(*)» de bas de page et «29,91».
 - 7) Dans la colonne 5, au numéro d'ordre 62, les taux forfaitaires de rendement sont remplacés comme suit: «6,10» par «6,06»; «2,90» par «2,88»; «4,50» par «4,47»; «24,00» par «23,85»; «19,50» par «19,38»; «22,70» par «22,56»; «27,20» par «27,03»; «3,20» par «3,18» et «30,10» par «29,91».
 - 8) Dans la colonne 5, aux numéros d'ordre 128, 129 et 130, le taux forfaitaire de rendement «99,00» est remplacé par un renvoi à la note «(*)» de bas de page.
 - 9) Dans la colonne 3, aux numéros d'ordre 14 et 15, les termes «ex 2302 30 ou» sont supprimés.
 - 10) Dans la colonne 3, aux numéros d'ordre 36, 37 et 38, les termes «ex 2302 40 ou» sont supprimés.
-

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 30 octobre 2001

relative au système d'élimination des épaves automobiles mis en œuvre aux Pays-Bas

[notifiée sous le numéro C(2001) 3064]

(Le texte en langue néerlandaise est le seul faisant foi.)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2002/204/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 88, paragraphe 2, premier alinéa,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, et notamment son article 62, paragraphe 1, point a),

après avoir mis les intéressés en demeure de présenter leurs observations en vertu desdits articles ⁽¹⁾ et vu ces observations,

considérant ce qui suit:

1. PROCÉDURE

- (1) Par lettre du 19 septembre 2000 (enregistrée sous le n° A/37820 le 25 septembre 2000), les autorités néerlandaises ont notifié leur intention de proroger le système d'élimination des épaves automobiles. Le système initial et sa prorogation ont été approuvés respectivement en 1995 et en 1999, car la Commission avait conclu qu'il ne s'agissait pas d'une aide au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité ⁽²⁾.
- (2) Par lettre du 9 octobre 2000 (D/55102), la Commission a demandé des renseignements supplémentaires, demande qu'elle leur a rappelée par lettre du 7 décembre 2000 (D/56086). Les autorités néerlandaises y ont

répondu par lettre du 8 décembre 2000 (enregistrée sous le n° A/40432 le 11 décembre 2000). Par lettre du 10 janvier 2001 (D/50042), la Commission leur a adressé une nouvelle demande de renseignements. Les autorités néerlandaises y ont répondu par lettre du 19 janvier 2001 (enregistrée sous le n° A/30634 le 24 janvier 2001).

- (3) Par décision du 28 février 2001, la Commission a ouvert la procédure de l'article 88, paragraphe 2, du traité à l'égard du système d'élimination des épaves automobiles. Elle en a informé les Pays-Bas par lettre du 2 mars 2001 (D/286578). Après avoir demandé un report de délai (par lettre du 29 mars 2001, enregistrée sous le n° A/32658 le 29 mars 2001), qui leur a été accordé par lettre du 5 avril 2001 (D/51465), les Pays-Bas ont répondu à cette décision par lettre du 5 juin 2001 (enregistrée sous le n° A/34642 le 13 juin 2001).
- (4) Cette décision, dans laquelle la Commission invitait les parties intéressées à présenter leurs observations sur l'aide en question, a été publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* ⁽³⁾. La Commission a reçu dix mémoires contenant des observations, dont deux qui ne lui sont toutefois parvenus qu'après expiration du délai fixé d'un mois à compter de la publication. Elle a invité les Pays-Bas, par lettres des 21 mai 2001 (D/52087) et 16 juillet 2001 (D/52884), à commenter ces observations. Les Pays-Bas se sont exécutés par lettres du 20 juin

⁽¹⁾ JO C 111 du 12.4.2001, p. 2.

⁽²⁾ Lettre D/17343 du 28 décembre 1995 concernant l'aide d'État NN 93/95 et lettre D/7090 du 17 août 1998 concernant l'aide d'État N 656/97. Au point 15 du guide des procédures applicables en matière d'aides d'État, la Commission précise que la notification est obligatoire lorsqu'il est probable, à la lumière du droit jurisprudentiel de la Cour de justice et de la pratique de la Commission, qu'une mesure implique une aide d'État («droit de la concurrence dans les Communautés européennes, volume IIA, règles applicables aux aides d'État», Commission européenne 1998). À la note 8 qui s'y rapporte, il est précisé que la Commission est disposée, d'une manière informelle, à donner un avis sur la nécessité de notifier une aide.

⁽³⁾ Voir note 1 de bas de page.

2001 (enregistrée sous le n° A/34929 le 22 juin 2001) et du 3 août 2001 (enregistrée sous le n° A/36368 le 7 août 2001). Deux réunions se sont tenues entre la Commission, les autorités néerlandaises et ARN, organisme central chargé de la gestion du système d'élimination des déchets, respectivement les 21 mars et 4 mai 2001.

- (5) Les autorités néerlandaises ont estimé qu'ils ne pouvaient attendre la décision définitive de la Commission pour proroger le système et ont déclaré le nouveau système d'application générale, la période précédente venant à expiration.

2. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES MESURES EN CAUSE

- (6) Le système d'élimination vise à faire en sorte que les entreprises qui construisent et vendent des voitures assument également une bonne part de la responsabilité du recyclage et de la réutilisation des épaves automobiles. Eu égard aux conséquences non négligeables de ces épaves pour l'environnement, le Parlement européen et le Conseil ont adopté une directive en la matière, ci-après dénommée «directive sur les véhicules hors d'usage»⁽⁴⁾. Cette directive fixe les objectifs suivants pour 2006: taux de réutilisation et de valorisation de 85 % pour tous les véhicules hors d'usage et taux de réutilisation et de recyclage de 80 %⁽⁵⁾. Les chiffres correspondants pour 2015 sont de 95 % et 85 %. Les participants au système néerlandais ont atteint le premier objectif et veulent atteindre le deuxième bien avant 2015. Conformément au principe de la responsabilité des producteurs et au principe du pollueur-payeur, une bonne part de la responsabilité en la matière incombe aux constructeurs et importateurs de véhicules automobiles.
- (7) Au début des années 1990, diverses organisations professionnelles⁽⁶⁾ se sont associées dans la fondation Stichting Auto en Recycling, ci-après dénommée «SAR». Elles ont établi un système national de collecte et de recyclage des épaves automobiles⁽⁷⁾. SAR a chargé une société, Auto Recycling Nederland BV, ci-après dénommée «ARN», de mettre en œuvre et de gérer le système de recyclage. Cette dernière société appartient à 100 % à SAR. ARN est responsable de l'organisation et de la gestion logistique du recyclage des épaves automobiles. Ce système est opérationnel depuis le 1^{er} janvier 1995.
- (8) Le système se fonde sur un accord volontaire entre tous les constructeurs et les importateurs professionnels de véhicules automobiles aux Pays-Bas (réunis au sein de RAI). Ceux-ci sont convenus d'acquitter une redevance par voiture nouvellement immatriculée aux Pays-Bas.

⁽⁴⁾ Directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage, JO L 269 du 21.10.2000, p. 34.

⁽⁵⁾ Pour les véhicules produits avant le 1^{er} janvier 1980, les États membres peuvent prévoir des objectifs moindres.

⁽⁶⁾ RAI pour les producteurs et importateurs de voitures, BOVAG pour les garages, FOCWA pour les constructeurs automobiles, STIBA pour les entreprises de démolition et SVN (maintenant MRF) pour le commerce de la ferraille.

⁽⁷⁾ SAR est gérée par quatre directeurs. Les fédérations BOVAG, FOCWA, RAI et STIBA peuvent désigner un directeur chacune. SAR est assistée par un comité consultatif, composé de représentants des organismes publics intéressés, ainsi que des organisations de protection de l'environnement et/ou de défense des consommateurs. Ceux-ci sont désignés par la direction de SAR.

C'est ARN qui est chargée de percevoir ces redevances et d'en affecter le produit à la couverture des coûts du démontage des épaves et du recyclage des matériaux récupérés, et notamment des coûts de transport. L'accord est conclu pour une période renouvelable de trois ans. L'accord notifié, daté du 19 juillet 2000, stipule que les constructeurs et importateurs de véhicules automobiles versent 45 euros (99,17 florins néerlandais) par voiture immatriculée aux Pays-Bas, quels qu'en soient la marque ou le type⁽⁸⁾. Pour les deux premières périodes, cette redevance s'élevait respectivement à 113 euros (250 florins néerlandais) et à 68 euros (150 florins néerlandais) par automobile.

- (9) La prime à l'élimination de 45 euros (99,17 florins néerlandais) par véhicule est calculée par une opération complexe, dont les principales variables sont la composition moyenne d'une épave automobile, les coûts moyens du démontage et du recyclage, le nombre prévu d'épaves et le nombre prévu d'immatriculations nouvelles aux Pays-Bas. Une autre variable importante est le degré d'utilisation des réserves existantes pour les primes de démontage actuelles. La redevance est un montant forfaitaire applicable à toute marque et à tout type de voiture, étant donné que, selon ARN, les coûts du démontage et du recyclage d'une épave sont en gros les mêmes et qu'il est difficile d'opérer une différenciation.
- (10) Afin que tous les constructeurs et importateurs acquittent cette redevance, le gouvernement néerlandais a déclaré l'accord d'application générale à tous les constructeurs et les importateurs actifs sur le marché pendant la période du 1^{er} janvier 2001 au 1^{er} janvier 2004⁽⁹⁾. Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de la gestion de l'environnement peut accorder une exemption à cette disposition si celui qui la sollicite veille à assurer l'élimination des épaves automobiles d'une manière au moins équivalente au mode d'élimination prévu par le système déclaré d'application générale⁽¹⁰⁾.
- (11) Les primes ne sont versées que pour les pièces des épaves automobiles dont le démontage, la collecte et le recyclage ne sont pas considérés comme rentables par les autorités néerlandaises. Actuellement, ARN accorde des primes à l'élimination pour le démontage de 18 matériaux.

Matériaux/composants admis par ARN	Norme 2001
Batteries	13,6 kg
Huile	4,9 l
Fluide réfrigérant	3,6 l
Liquide de freins	0,3 kg
Pneus	27,3 kg

⁽⁸⁾ Dans 7 % des cas, la redevance d'élimination est acquittée par un particulier.

⁽⁹⁾ L'article 15.36 de la loi sur la gestion de l'environnement habilite le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de la gestion de l'environnement à déclarer un accord d'application générale.

⁽¹⁰⁾ Article 15.38 de la loi sur la gestion de l'environnement.

Matériaux/composants admis par ARN	Norme 2001
Chambres à air	0,2 kg
Mousse de polyuréthane	6,5 kg
Verre	25,4 kg
Bandes de caoutchouc	7,7 kg
Centures de sécurité	0,4 kg
Fibre de coco	0,9 kg
Liquide lave-glace	0,9 kg
Pare-chocs	5,2 kg
Enjoliveurs	0,7 kg
Feux clignotants arrière	1,4 kg
Grilles	0,8 kg
Carburants	5,0 kg
Réservoirs pour LPG (nombre par épave)	0,06

Il est prévu d'ajouter à cette liste les coussins gonflables de sécurité, les attaches de ceinture de sécurité, les systèmes de climatisation et les réservoirs à essence en plastique à partir de 2003.

- (12) Dans la situation théorique où tous les matériaux seraient démontés selon la norme 2000, les coûts totaux s'élèveraient à 87,55 euros (192,93 florins néerlandais) par épave, dont 71,05 euros (156,58 florins néerlandais) pour le démontage, 13,39 euros (29,50 florins néerlandais) pour l'emballage et la collecte et 3,11 euros (6,85 florins néerlandais) pour le recyclage. Ces coûts devraient augmenter à l'avenir sous l'effet de l'inflation, d'un taux plus élevé de recyclage (notamment des nouveaux matériaux) et des progrès techniques enregistrés dans le secteur automobile. Ainsi, le montant total devrait s'établir en 2003 à 107,50 euros (236,89 florins néerlandais). Pour certains matériaux, la prime de recyclage est en fait négative: l'entreprise de démontage reçoit de l'entreprise de recyclage une somme qui est déduite de la prime accordée par ARN.
- (13) Actuellement, environ 267 entreprises de démontage sont affiliées à ARN. Elles se chargent d'environ 90 % des épaves automobiles aux Pays-Bas (286 595 en 2000). ARN ne verse la prime de démontage que pour la quantité de matières premières effectivement récupérée, soit environ 88,5 % de la quantité prévue par les normes en vigueur, ce qui correspond à une valeur de 62,9 euros (138,57 florins néerlandais) en 2000.
- (14) ARN estime que le nombre d'épaves automobiles se situera entre 344 000 et 372 000 en l'an 2000. Sa part de marché est d'environ 90 %. Elle a versé en l'an 2000 des primes d'environ 23,9 millions d'euros (52,7 millions de florins néerlandais) au total.
- (15) Les coûts administratifs du système sont évalués à 3,8 millions d'euros (8,4 millions de florins néerlandais) en 2000 et devraient atteindre 4,5 millions d'euros (10 millions de florins néerlandais) les années suivantes.
- (16) Toute entreprise de démontage peut être agréée par ARN et percevoir des primes si elle remplit certains critères objectifs, par exemple disposer de certaines autorisations en matière d'environnement, être inscrite au système d'enregistrement en ligne du démontage automobile (ORAD), disposer de locaux d'au moins 72 mètres carrés et de certains outils et machines, et utiliser un logiciel conforme aux normes ARN. La procédure d'agrément est appliquée par la Société générale de surveillance, un organisme de certification indépendant. De surcroît, ARN exige que les entreprises de démontage soient agréées par l'autorité néerlandaise responsable de l'immatriculation des véhicules (RDW). Comme la loi prévoit que cet agrément ne peut être délivré qu'aux entreprises disposant d'un établissement aux Pays-Bas, seules ces dernières peuvent en fait percevoir les primes à l'élimination.
- (17) Les marchés de la collecte et du transport de matériaux démontés vers les entreprises de recyclage sont passés par voie d'adjudication. Les entreprises intéressées doivent montrer qu'elles respectent certaines conditions techniques et financières minimales, et notamment qu'elles disposent d'une autorisation de transport spéciale, d'installations adéquates, de l'expérience requise, etc. Une seule entreprise est retenue par province. Les éléments à prendre en considération sont le coût de la collecte, la qualité technique et l'organisation. Il existe un système de collecte des huiles usées institué par la loi.
- (18) Les marchés du recyclage de matériaux sont également passés par voie d'adjudication. Les entreprises intéressées doivent remplir certaines conditions minimales d'ordre technique et financier: elles doivent notamment disposer d'un permis d'environnement et disposer des installations nécessaires, ne pas avoir fait l'objet d'une procédure de faillite et ne pas avoir de casier judiciaire. ARN sélectionne les offres les plus intéressantes pour le matériau en cause et tient compte notamment à cet effet du coût du recyclage, des méthodes de travail, de la qualité technique et de l'organisation.
- (19) Les producteurs et les importateurs sont libres de répercuter ou non la redevance sur l'acheteur.
- (20) Une partie du produit de la redevance est affectée à des fins de professionnalisation et à des projets pilotes. Pour la période 2001-2005, un montant annuel de 0,5 million d'euros est affecté à la professionnalisation. Il sera porté à 0,2 million d'euros à partir de 2006. Pour les projets pilotes de recyclage, le montant annuel prévu pour la période 2001-2003 est de 3,4 millions d'euros. Il sera porté à 2,2 millions d'euros les années suivantes. Les recherches portent notamment sur les méthodes de démontage, le développement d'outils appropriés, les installations et les machines, la mise au point de systèmes de contrôles de qualité, l'étude de nouvelles techniques de séparation, l'optimisation des systèmes logistiques, l'étude de nouveaux produits, les études de marché et la mise au point de systèmes informatiques.

3. MOTIFS DE L'OUVERTURE DE LA PROCÉDURE PRÉVUE À L'ARTICLE 88, PARAGRAPHE 2, DU TRAITÉ

- (21) La Commission a ouvert la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité parce qu'elle avait des doutes sur divers aspects du système. En premier lieu, les primes au démontage semblaient pouvoir constituer une surcompensation en faveur des entreprises de démontage, ce qui pouvait avoir des conséquences sur le marché des pièces de rechange. En deuxième lieu, la nature des activités de professionnalisation et des projets pilotes financés par la redevance n'était pas claire.
- (22) De surcroît, la Commission a émis des doutes quant à une violation possible de l'article 29 du traité (restrictions à l'exportation), car les entreprises de démontage ne sont autorisées par ARN à participer au système que lorsqu'elles sont agréées par RDW. Comme cet agrément ne peut légalement être délivré qu'aux entreprises qui ont un établissement aux Pays-Bas, elles sont seules à pouvoir percevoir les primes.
- (23) La Commission n'a pas formulé de doutes précis à l'égard de l'aide en faveur des constructeurs et des importateurs de voitures ou en faveur des entreprises d'emballage, de collecte et de recyclage. Elle a cependant invité les parties intéressées à lui faire part de leurs observations.

4. OBSERVATIONS DES TIERS

- (24) Après publication de la décision d'ouvrir la procédure ⁽¹⁾, la Commission a reçu dix mémoires contenant des observations de tiers. Trois de ces mémoires lui ont été adressés par des constructeurs automobiles, trois par des associations d'entreprises actives sur le marché des déchets de mousse de polyuréthane, un par un expert au nom d'un groupe d'entreprises néerlandaises d'élimination des déchets, un par les autorités britanniques et un par l'organisation centrale du système, ARN. Enfin, une quatrième association d'entreprises actives dans le domaine de la mousse de polyuréthane a répondu aux trois autres mémoires. Ces dernières observations, de même qu'un des mémoires des constructeurs automobiles, ne sont toutefois pas parvenus à la Commission dans le délai d'un mois fixé à compter de la publication de la communication au Journal officiel.

4.1. Observations des constructeurs automobiles

- (25) Les trois mémoires émanant des constructeurs automobiles portent essentiellement sur des aspects tout à fait différents du système ARN. Le premier constructeur, Renault, salue ce système, car il attribue au consommateur la responsabilité d'un produit au dernier stade de sa durée de vie. Renault estime aussi que l'obligation faite aux entreprises de démontage d'avoir un établissement aux Pays-Bas est une concession mineure pour le fait qu'un État membre assume la responsabilité de ses flux

de déchets ⁽¹²⁾. Renault voudrait toutefois contester le paiement d'une redevance, quelle que soit la phase de vie du véhicule considéré et quelle que soit la valeur économique de l'épave. Les constructeurs automobiles font un effort pour concevoir leurs véhicules dans l'optique du recyclage et souhaiteraient que leurs investissements soient récompensés par une différenciation des coûts de traitement de leurs produits, au lieu de devoir payer pour un véhicule moyen.

- (26) Le deuxième constructeur, Peugeot, affirme que le système ARN a des fondements incomplets et même contestables, ce qui aboutit à une surestimation des coûts de transformation des épaves automobiles. De surcroît, ARN ne tient pas compte des différences d'efficacité liées à l'évolution observée en Europe. Réserver l'agrément aux entreprises de démontage qui ont un établissement aux Pays-Bas ne serait donc pas justifié et serait contraire à la législation européenne. Enfin, Peugeot déplore le manque total de transparence, car ARN refuse de communiquer les résultats de ses recherches. Comme ces résultats sont uniques en Europe, ils doivent être partagés, ce qui permet de poursuivre les travaux.
- (27) Le troisième constructeur, General Motors Europe, ci-après dénommé «GME», estime qu'il est inacceptable qu'ARN parte d'un prix moyen, ce qui a pour effet de faire subventionner les acteurs inefficaces par le constructeur. GME constate que le prix moyen est fondé sur la structure de coûts la plus défavorable et affirme que les entreprises de démontage utilisent les ressources supplémentaires qu'elles touchent par l'intermédiaire du système ARN pour acheter des voitures en Allemagne, ce qui serait une forme de concurrence déloyale. Si les constructeurs automobiles étaient associés au système, ce qui serait normal puisque ce sont eux qui le financent, ils pourraient opter pour un véritable système d'adjudication attribuant les voitures aux entreprises de démontage les plus efficaces. Toutes les entreprises de démontage seraient alors obligées de réaliser les gains de productivité requis et GME pense que la marge est grande à cet égard. GME estime en outre que le système ne favorise quasiment que le démontage et qu'il n'est pas fait d'investissement dans la valorisation de l'énergie, ce qui serait une bonne manière d'atteindre le taux de recyclage requis. Tout comme Peugeot, GME déclare qu'ARN est trop peu transparente parce qu'elle ne communique pas les résultats des études techniques qu'elle réalise. De plus, il n'apparaît pas clairement comment les taux de recyclage sont atteints et comment les matériaux recyclés, par exemple les ceintures de sécurité, sont utilisés. Enfin, GME estime que la limitation du système ARN aux entreprises ayant un établissement aux Pays-Bas pose un problème plus complexe. GME juge indispensable, pour un contrôle efficace, que les entrepreneurs soient capables de communiquer dans la langue du pays.

⁽¹⁾ Voir note 1 de bas de page.

⁽¹²⁾ Ces deux observations méconnaissent le principe du pollueur-payeur, sur lequel le système ARN est fondé.

4.2. Observations des associations d'entreprises actives sur le marché des déchets de mousse de polyuréthane

- (28) Dans les observations qu'elles ont chacune présentées, trois associations [European Plastic Converters, European Isocyanate Producers Association et European Association of Manufacturers of Moulded Polyurethane Parts for the Automotive Industry (également soutenues par European Association of Flexible Polyurethane Foam Blocks Manufacturers)] mettent en lumière les effets qu'aurait le système ARN sur le marché des déchets de mousse de polyuréthane. Elles déclarent qu'aux Pays-Bas le secteur recycle depuis plusieurs années des déchets de mousse de polyuréthane à partir de déchets industriels, et ce sur une base volontaire, sans la moindre subvention et d'une manière rentable. Or, les subventions d'ARN à raison d'environ 6,5 kg par véhicule ont un effet défavorable sur les prix du polyuréthane recyclé, ce qui aurait finalement pour effet d'évincer du marché les activités non subventionnées de recyclage de la mousse de polyuréthane. L'une des associations rappelle les autres solutions prévues par la directive sur les véhicules hors d'usage: prévention, réutilisation, recyclage et autres formes de valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs pièces. Une autre association ajoute que le système est discriminatoire envers d'autres matériaux de remplissage utilisés dans les sièges de voitures ou d'autres pièces automobiles auxquels ne s'appliquent pas d'obligations du même genre. Enfin, ces associations affirment que le recyclage séparé de la mousse de polyuréthane n'est sans doute pas la solution la plus économique, car la valeur énergétique des déchets de déchetage est beaucoup plus élevée lorsque tous les types de plastiques, dont la mousse de polyuréthane, y restent présents.
- (29) Dans des observations ultérieures, l'Association of Plastic Manufacturers in Europe fait toutefois valoir que, si le recyclage des matières plastiques doit se développer de la manière prescrite par le législateur, il faut disposer d'une source de financement. Le système ARN formerait un cadre permettant d'octroyer une aide de ce genre au recyclage des matières plastiques.

4.3. Observations des entreprises d'élimination des déchets

- (30) L'expert qui a formulé ces observations a soumis une copie de la plainte dont différentes entreprises d'élimination des déchets ont saisi l'autorité néerlandaise chargée de la concurrence (NMa). Ce document porte notamment sur les distorsions de concurrence entre entreprises de démontage participantes et non participantes, notamment en ce qui concerne les pièces des épaves de

voitures qui présentent un intérêt commercial. Ces parties sont également préoccupées notamment par les distorsions de concurrence résultant de la position dominante d'ARN sur les marchés des matériaux récupérés. Elles font valoir qu'ARN n'a passé de marché qu'avec une seule entreprise qui collecte les huiles usées pour l'ensemble du pays. Dans leurs observations, les parties font valoir que la collecte et le traitement de déchets dangereux, tels que les huiles usées, les filtres à huile et les batteries, sont des activités rentables.

4.4. Observations des autorités britanniques

- (31) Les autorités britanniques soulignent que, aux fins de la transposition de la directive sur les véhicules hors d'usage, chaque État membre devra tenir compte des différents systèmes et structures industriels qui y existent. Il ne saurait être question d'empêcher les chefs d'entreprise d'engager des négociations commerciales sur des contrats à prix variable ou fixe et ceux-ci doivent s'ils le souhaitent pouvoir conclure des contrats à prix fixe. Il serait trop compliqué de les obliger à passer des contrats à prix variable.

4.5. Observations d'ARN

- (32) ARN a fourni des informations détaillées sur le système, une nouvelle étude sur le coût du démontage des voitures et un rapport sur la structure de ce marché. Les autorités néerlandaises soutiennent totalement les observations d'ARN, qui coïncident pour une large part avec la réponse des Pays-Bas. Ces deux documents seront donc examinés ensemble dans la section qui suit.

5. OBSERVATIONS DES PAYS-BAS ET D'ARN

5.1. Considérations générales

- (33) En premier lieu, les autorités néerlandaises et ARN rappellent à la Commission ses deux décisions antérieures concernant le système, dans lesquelles elle a considéré qu'il n'y avait pas d'aide d'État. Or, les fondements du système n'ont pas changé depuis. ARN doute que la Commission ait le droit d'adopter une décision contraire à ses deux décisions précédentes et affirme qu'elle aurait de toute façon dû suivre les règles de procédure applicables aux aides existantes au lieu de celles qui régissent les aides nouvelles.
- (34) Les observations d'ARN contiennent en outre une description du système. ARN souligne notamment qu'il est fondé sur un accord entre parties privées et qu'il faut passer contrat avec le plus grand nombre possible d'entreprises de démontage pour pouvoir atteindre les objectifs fixés.

5.2. Définition des aides d'État et des ressources d'État

- (35) Se référant à diverses affaires venues devant la Cour de justice des Communautés européennes, et notamment à l'affaire PreussenElektra et aux conclusions de l'avocat général Jacobs dans cette affaire⁽¹³⁾, ARN et les Pays-Bas affirment que le système ne comporte pas d'aide d'État,

⁽¹³⁾ Affaire C-379/98, PreussenElektra AG contre Schleswig AG, arrêt du 13 mars 2001 et conclusions de l'avocat général Jacobs du 26 octobre 2001, Rec. 2001, p. I-2099.

car les montants perçus ne constituent pas des ressources d'État. Les ressources d'État sont des montants sur lesquels l'État exerce l'une ou l'autre forme de contrôle. Contrairement aux impôts, les versements sont faits conformément à un accord volontaire. Le ministre ne déclare ce type d'accord d'application générale que s'il couvre 75 % du marché. Dans le cas d'ARN, c'est même environ 93 % du marché qui participe volontairement à l'accord. Les 7 % restants sont constitués principalement par des importateurs non professionnels. Les parties privées ne sont pas tenues de solliciter une déclaration d'application générale.

- (36) De surcroît, les fonds sont versés par des entreprises privées à une personne morale, SAR, qui a été établie par des parties privées. À aucun moment les montants perçus par le biais de la redevance ne deviennent propriété de l'État, qui n'exerce du reste à aucun moment une forme quelconque de contrôle sur la manière dont ces fonds sont utilisés. ARN n'est ni une autorité publique ni un organisme établi ou désigné par l'État. Lorsque le ministre examine une demande de décision déclarant une convention d'application générale, il ne procède qu'à une analyse limitée de cette convention et du système d'élimination financé par la redevance convenue. Le ministre juge entre autres si l'organisme chargé de gérer le système est suffisamment indépendant, si les objectifs de recyclage fixés dans la réglementation peuvent être atteints et si tout est mis en œuvre pour faire participer un nombre maximal de parties au système. En d'autres termes, l'État n'exerce pas d'influence sur la mise en place et l'exploitation de fait du système.
- (37) Enfin, la responsabilité de percevoir les redevances incombe à des parties privées. Si l'une d'entre elles refuse de se conformer aux obligations qui lui sont faites par le système, les autres parties intéressées doivent saisir une juridiction civile. L'ensemble du système est régi par le droit civil.
- (38) Les autorités néerlandaises et ARN déclarent aussi que ces primes n'influent pas sur le commerce entre États membres. Il n'existe en effet pas de concurrence entre les entreprises de démontage néerlandaises et les entreprises étrangères sur le marché de ce type de services, d'autant plus que la législation européenne rend une telle pratique presque impossible et rend de toute façon l'exportation d'épaves automobiles non transformées peu intéressante. C'est l'une des raisons pour lesquelles il ne saurait y avoir aide au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité.

5.3. Surcompensation en faveur des entreprises de démontage automobile

- (39) Les autorités néerlandaises et ARN estiment que les primes représentent pour les entreprises de démontage

automobile un paiement raisonnable pour le démontage de matériaux, fondé sur des estimations de coûts réalistes. Les activités pour lesquelles ces entreprises perçoivent cette compensation ne pourraient être réalisées sans elle parce qu'elles ne sont pas rentables. Les entreprises de démontage sont libres de s'affilier ou non au système, qui ne modifie en rien leur position concurrentielle. Le marché reste ouvert et concurrentiel, également pour les entreprises qui n'y participent pas.

- (40) Les primes versées aux entreprises de démontage automobile sont fondées sur des analyses indépendantes du marché et des coûts. Les constructeurs et les importateurs d'automobiles qui sont représentés au sein de SAR, organisme qui en fixe le montant, ont intérêt à les maintenir au niveau le plus bas possible. ARN tentera autant que possible de les baisser et, dès que ses activités seront viables sur le plan commercial, elle les supprimera. En même temps, il importe de fixer les primes à un niveau qui permette aux entreprises de démontage automobile d'effectuer ce travail.

5.3.1. Paiements effectifs

- (41) Les primes ne sont versées que pour les matériaux effectivement récupérés. En théorie, la prime totale au démontage, dans le cas où la quantité de tous les matériaux et les pièces récupérés est conforme aux normes, s'élève à 71,05 euros. Or, la prime moyenne par véhicule n'atteint en pratique que 88,5 % de ce montant puisque les entreprises ne sont pas toujours en mesure de récupérer tous les matériaux suivant les normes ARN. Cela peut s'expliquer par le fait que ce sont les pièces rentables sur le plan commercial qui sont récupérées ou que l'épave n'est pas complète.
- (42) Les primes versées sont modestes. Près de la moitié des entreprises de démontage participantes ont reçu en trois ans moins de 100 000 euros, ainsi qu'il ressort du tableau figurant ci-dessous. Pour 122 entreprises, les primes se sont situées sous la barre des 100 000 euros pour la période 1998-2000. Pour 260 d'entre elles, elles sont restées inférieures à 500 000 euros. Ce n'est que dans 17 cas que l'on observe un chiffre plus élevé, le maximum restant toutefois au-dessous de 1 400 000 euros. Même pour les entreprises qui ont reçu plus de 100 000 euros, la différence entre les primes et les coûts est trop faible pour constituer une aide qui dépasserait ce seuil.

Montants reçus pendant la période 1998-2000 (en euros)	Nombre d'entreprises de démontage automobile
0-100 000	122
100 000-200 000	80
200 000-300 000	42
300 000-400 000	17

Montants reçus pendant la période 1998-2000 (en euros)	Nombre d'entreprises de démontage automobile
400 000-500 000	9
500 000-600 000	5
600 000-700 000	4
700 000-800 000	2
800 000-900 000	5
900 000-1 400 000	1
Total	287

5.3.2. Coûts des entreprises de démontage

(43) La Commission a fondé sa décision d'ouvrir la procédure en vertu de l'article 88, paragraphe 2, du traité sur une enquête réalisée par un expert indépendant entre avril et novembre 1998 et qu'il a terminée en mai 1999. ARN souligne que cet expert a rédigé ce rapport afin de fixer la prime le plus bas possible et non afin de se prononcer sur une surcompensation éventuelle. Selon ce rapport, seule une entreprise supporte un coût de 29 euros, chiffre du reste particulièrement sujet à caution, alors qu'un grand nombre de petites entreprises ont des coûts qui dépassent 71 euros (le maximum étant de 136 euros). Par conséquent, il ne faudrait pas interpréter le rapport dans ce sens que les entreprises de démontage les moins chères peuvent récupérer les matériaux ARN pour un prix de 29 euros. C'est un objectif qui ne peut être atteint en pratique par aucune entreprise: 1) le rapport lui-même indique qu'il est incomplet et peu fiable notamment parce qu'il ne porte que sur une seule année et qu'il est fondé sur des informations administratives incomplètes recueillies souvent auprès de très petites entreprises qui n'ont que peu d'expérience de la comptabilité et sur des estimations faites par les entreprises elles-mêmes, 2) de nouveaux matériaux sont ajoutés à la liste ARN et la récupération des autres matériaux est devenue plus compliquée, 3) l'inflation générale des coûts et le manque de main-d'œuvre qualifiée notamment doivent être prises en considération, 4) le rapport a délibérément ignoré certains coûts et éléments de coûts (par exemple les coûts d'équipement, l'imputation des coûts généraux, les coûts de transport des épaves vers l'entreprise de démontage et les coûts d'entretien). Ce sont les grandes entreprises, plus efficaces, qui ont indiqué qu'elles avaient en fait des coûts plus élevés que ceux qui avaient été calculés dans le rapport.

(44) C'est la raison pour laquelle ARN a soumis un rapport actualisé établi par le même expert. Le nouveau rapport concerne les entreprises qui démontent plus de 1 000 épaves par an. Ces entreprises se sont en fait chargées de 71,7 % du total des épaves démontées en 2000. En moyenne, elles démontent 2 000 épaves par an. L'accent mis sur les grandes entreprises s'explique par le fait que

les entreprises plus petites ont normalement un coût de revient plus élevé en raison de la part supérieure des coûts fixes.

(45) Pour l'entreprise moyenne qui a démonté 2 000 épaves en 1999, on parvient à un coût de référence de 151 florins néerlandais (68,5 euros) par épave [à l'exclusion des coûts de transport ⁽¹⁴⁾]. Ce chiffre est nettement supérieur à la prime moyenne ⁽¹⁵⁾.

(46) Le rapport calcule le coût de revient pour 1999 sur la base de tous les postes de coûts à retenir pour les six entreprises analysées dans le premier rapport. Les coûts calculés (y compris les coûts de transport) se situent entre 144 florins néerlandais (65 euros) et 196 florins néerlandais (89 euros). Ces chiffres sont nettement supérieurs à ceux qui sont cités dans le rapport de 1997 et les variations sont limitées. Le rapport donne un coût de revient inférieur au coût de référence pour trois de ces entreprises (voire pour deux entreprises si les coûts de transport sont inclus). Ce n'est que dans un cas que le rapport aboutit à un coût de revient (comprenant les coûts de transport) inférieur à la prime moyenne versée à l'entreprise considérée. La différence est de 5 florins néerlandais (2,27 euros). En d'autres termes, la marge bénéficiaire de cette entreprise est de moins de 5 % pour cette activité.

(47) Comme les coûts sont plus élevés, on ne relève pas de conséquences pour le marché commercial des pièces de rechange. De surcroît, ce sont précisément les entreprises plus petites qui y sont actives. Pour ces dernières, les primes versées par ARN sont relativement faibles par rapport à leurs coûts et n'auraient pas d'effets notables sur le commerce entre États membres ou la concurrence.

5.3.3. Appréciation économique du secteur et des procédures d'adjudication

(48) ARN a également produit une étude d'un autre expert, qui donne une appréciation économique du secteur du démontage automobile et une analyse de la situation qui résulterait d'une application par ARN de procédures d'adjudication. L'argument essentiel est que, dans le cadre du système actuel, ARN passe contrat aux conditions du marché avec les entreprises de démontage et que ces dernières n'obtiennent donc pas de surcompensation. Rien n'indique que le recours à une procédure d'adjudication pour la sélection des entreprises de démontage donnerait des résultats plus favorables, surtout si l'on considère ses conséquences pour les objectifs de recyclage d'ARN et de la Communauté. Les primes versées à ces entreprises seraient sans doute légèrement plus élevées dans le cas d'un recours à la procédure d'adjudication. L'étude souligne que, sur des marchés normaux également, les entreprises plus efficaces peuvent réaliser des profits plus élevés.

⁽¹⁴⁾ ARN ne tient pas compte de ces coûts pour fixer les primes. Or, si elle appliquait une procédure d'adjudication, ces entreprises les prendraient certainement en considération parce qu'elles les supportent dans l'optique d'un apport constant d'épaves, ce qui leur permet d'éviter de tourner à vide. Pour les six entreprises, les coûts de transport varient entre 12 florins néerlandais (5,4 euros) et 29 florins néerlandais (13,2 euros).

⁽¹⁵⁾ Ce coût de référence est calculé sur la base d'une gestion optimale et ne tient pas compte du caractère pénible du travail et de la complexité croissante du démontage des épaves d'automobiles plus récentes. On considère également qu'une grande partie des coûts sont portés par d'autres activités, mais cette pratique est devenue plus difficile, car les prix de la ferraille ont fortement diminué depuis 1998.

(49) Les autorités néerlandaises estiment elles aussi que le recours à une procédure d'adjudication pour la sélection des entreprises de démontage automobile ne permet pas d'atteindre les objectifs néerlandais et européens en matière d'épaves automobiles. Il est souhaitable qu'un grand nombre d'entreprises de démontage y participent. Or, l'adjudication donnerait par définition une sélection limitée d'entreprises. De surcroît, ARN ne devient jamais propriétaire des épaves et n'est donc pas en mesure de décider à quelle entreprise de démontage les épaves doivent aller. Le recours à une telle procédure ne permettrait d'ailleurs pas de diminuer les coûts de démontage. Si certaines entreprises offraient des services de démontage moins chers, elles n'auraient pas une capacité suffisante pour s'occuper de toutes les épaves. Il est du reste probable qu'elles se concentreraient surtout sur les épaves relativement neuves (d'automobiles accidentées), qui présentent un intérêt commercial pour les pièces de rechange. Elles refuseraient sans doute de démonter les épaves plus anciennes, qui ne présentent guère d'intérêt économique.

(50) Les autorités néerlandaises ne voient pas comment le recours à certains critères dans les procédures d'adjudication (tels qu'un nombre minimal d'entreprises de démontage par région) permettrait de résoudre ces problèmes. En effet, on aboutirait à la sélection d'un grand nombre d'entreprises de démontage ayant des structures de coûts très différentes. Ce résultat irait à l'encontre du souhait de maintenir les coûts à faible niveau, objectif poursuivi par la Commission en préconisant les procédures d'adjudication. De plus, ARN aurait un rôle beaucoup plus directeur sur le marché que ce n'est le cas actuellement.

(51) En fait, le mode de sélection des entreprises de démontage et de passation des marchés a les mêmes effets que l'application d'une procédure d'adjudication. Si de véritables procédures d'adjudication étaient suivies pour obtenir les prix du marché, il est peu probable que ceux-ci seraient inférieurs aux primes actuelles. Au cas où ils le seraient, peu d'entreprises seraient disposées à démonter des épaves pour ce montant moins élevé.

(52) Eu égard aux considérations qui précèdent, les autorités néerlandaises et ARN concluent qu'il n'y a pas surcompensation au bénéfice des entreprises de démontage automobile.

5.4. Activités de recherche et de développement d'ARN

(53) Le budget de recherche et de développement d'ARN comprend: 1) ses coûts internes, 2) les études de faisabilité réalisées par des universités ou des établissements de recherche sur le recyclage des nouveaux matériaux ou sur de nouvelles méthodes de recyclage, 3) des recherches sur l'efficacité du système ARN, 4) des projets pilotes mis en œuvre par des entreprises qui recyclent ou traitent les matériaux récupérés. ARN a fourni une spéci-

fication détaillée de ces dépenses pour la période 1998-2001 (premier trimestre).

(54) Aucune de ces activités ne contient d'aides d'État. Elles sont toutes mises en œuvre au bénéfice des entreprises qui acquittent la redevance. Les contrats avec les tiers sont toujours passés aux conditions du marché. Généralement, les montants versés sont si faibles qu'une aide éventuelle se situerait de toute façon sous le seuil de minimis.

(55) Les projets pilotes (la dernière catégorie) portent sur la «recyclabilité» des matériaux. Il ne s'agit pas de développer de nouvelles technologies, mais d'étudier l'application aux matériaux automobiles des technologies de séparation existantes, comme celles qui sont déjà en usage dans l'industrie minière ou le recyclage d'autres matériaux. Le recours à de telles technologies est nécessaire pour atteindre les objectifs fixés dans la directive sur les véhicules hors d'usage. ARN ne soutient pas toujours à elle seule la totalité des projets.

(56) En principe, les résultats sont accessibles à tous. ARN ne s'abstient de publier les données que si elles contiennent des informations qui pourraient nuire à ses propres intérêts concurrentiels ou à ceux d'autres entreprises participantes.

5.5. Obligations découlant de la directive sur les voitures hors d'usage

(57) Les autorités néerlandaises soulignent qu'avant la transposition de cette directive les producteurs ou les importateurs ne sont légalement pas tenus d'assumer une responsabilité (financière) pour la collecte et le traitement des épaves automobiles. En passant un accord sur la redevance, ils prennent volontairement une responsabilité financière supplémentaire. Dès que la directive sera transposée, on pourra considérer que la collecte et le traitement des épaves représenteront des coûts qui figureront en principe dans le budget de ces entreprises. Or, l'accord n'a pas pour effet d'exonérer les entreprises de ces coûts, mais de mettre en œuvre le principe de base.

5.6. Participation d'entreprises de démontage automobile étrangères

(58) Les autorités néerlandaises et ARN estiment qu'il n'y a pas violation de l'article 29 du traité. D'abord, cet article ne s'applique pas aux mesures prises par des parties privées. L'obligation de détenir l'agrément ORAD (délivré par RDW) n'est pas imposée par les pouvoirs publics, mais par ARN, qui n'est pas un organisme public. En deuxième lieu, toutes les entreprises de démontage peuvent créer un établissement aux Pays-Bas pour obtenir l'agrément ORAD. En troisième lieu, les mesures qui ne font pas de distinction pour des raisons de nationalité ne relèvent pas de l'article 29. L'obligation de détenir l'agrément ORAD est applicable sans discrimination aux entreprises néerlandaises et étrangères et

pour toutes les voitures, quel que soit leur lieu de production. En quatrième lieu, l'exportation d'épaves automobiles vers des entreprises de démontage étrangères n'est pas impossible et l'exportation n'est pas limitée par le système de l'agrément ORAD. Cinquièmement, la libre circulation des marchandises, en ce qui concerne l'importation et l'exportation d'épaves automobiles, est harmonisée par le règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ⁽¹⁶⁾.

(59) À titre subsidiaire, les autorités néerlandaises déclarent que l'obligation imposée par ARN de détenir l'agrément ORAD est objectivement justifiée. La subordination à un système d'enregistrement est la seule manière de faire en sorte que les primes ne soient versées que pour les voitures construites et importées aux Pays-Bas.

(60) Les autorités néerlandaises font une distinction entre la période précédant et la période suivant l'entrée en vigueur de la directive sur les véhicules hors d'usage. Avant la mise en œuvre de cette directive, la situation est la suivante: RDW ne délivre pas d'agrément ORAD aux entreprises qui ne sont pas établies aux Pays-Bas parce qu'elle ne peut sinon exercer de surveillance et de contrôle sur ces dernières. C'est du reste la politique qui est suivie pour le contrôle technique annuel. Les autorités néerlandaises ne voient pas pourquoi l'arrêt rendu dans l'affaire Van Schaik ⁽¹⁷⁾ ne serait pas applicable. Si RDW devait délivrer l'agrément ORAD à des entreprises étrangères, ARD les admettrait en théorie dans le système.

(61) La situation suivant l'entrée en vigueur de la directive sur les véhicules hors d'usage est la suivante: aux termes de l'article 5, paragraphe 5, les États membres prennent les mesures nécessaires pour que les autorités compétentes reconnaissent et acceptent mutuellement les certificats de destruction délivrés dans d'autres États membres. Dès que ces mesures seront prises, RDW acceptera ces certificats et radiera elle-même l'épave en question. C'est tout autre chose que d'autoriser des entreprises étrangères à radier elles-mêmes les véhicules en ligne. En outre, l'article 5, paragraphe 3, troisième phrase, précise que la délivrance d'un certificat de destruction ne donne pas à l'entreprise le droit de réclamer un remboursement financier.

(62) Le démontage est essentiellement une activité locale. Pour diverses raisons sans rapport avec le système ARN, les exportations d'épaves automobiles sont limitées et les autorités néerlandaises ne voient pas de raison de modifier cet état de choses à l'avenir. Tout d'abord, l'exportation des épaves contenant des fluides est régie par la procédure de la liste rouge instituée par le règlement

(CEE) n° 259/93. Cette procédure requiert notamment le consentement tant du pays exportateur que du pays importateur, le versement d'une garantie et la possibilité de soulever des objections à l'opération d'exportation. De ce fait, toute exportation de ce type devient une activité longue, onéreuse et risquée. En second lieu, les épaves automobiles ne contenant pas de fluides peuvent être exportées conformément à la procédure de la liste verte du règlement (CEE) n° 259/93. L'élimination des fluides en vue de l'exportation rend toutefois peu intéressante, sur le plan financier et sur le plan de l'organisation, l'exportation d'épaves automobiles néerlandaises vers des entreprises de démontage étrangères.

(63) Si des entreprises de démontage étrangères participaient au système ARN, il faudrait prendre des mesures distinctes de collecte et de recyclage pour les matériaux récupérés par elles. Des problèmes pourraient là aussi surgir dans le contexte du règlement (CEE) n° 259/93. Un grand nombre des matériaux ne figurent pas sur la liste verte. Par conséquent, la participation d'entreprises étrangères rendrait le système plus onéreux.

5.7. Aide éventuelle en faveur des entreprises d'emballage, de collecte et de recyclage

(64) Les autorités néerlandaises et ARN considèrent les marchés passés entre ARN et les entreprises d'emballage, de collecte et de recyclage comme des marchés normaux et ne voient pas de raison de douter de leur caractère transparent et non discriminatoire. Les garanties d'une livraison minimal de matériaux aux entreprises de recyclage ne constitueraient jamais un transfert financier et sont toujours conformes aux conditions normales du marché.

5.8. Commentaire des observations des tiers

(65) Les autorités néerlandaises soulignent que les tiers, à l'exception d'ARN, n'ont guère étayé leurs diverses observations. Elles font observer aussi que le système est défendu dans plusieurs de ces observations et que les parties se contredisent sur plusieurs points.

(66) Les autorités néerlandaises soulignent que le système n'affecte pas de ressources au recyclage de la mousse de polyuréthane et que la prime ne porte que sur la récupération de la mousse dans les épaves. La prime tient compte des recettes que les entreprises de démontage tirent de ce matériau. En outre, il est peu probable que la concurrence soit faussée. Le système ARN permet de récupérer environ 1 500 tonnes de mousse de polyuréthane par an, alors que la production annuelle totale de ce matériau s'élève à 2 millions de tonnes. Les déchets de production représentent environ 120 000 tonnes, dont 70 000 tonnes sont exportées, principalement vers les

⁽¹⁶⁾ JO L 30 du 6.2.1993, p. 1.

⁽¹⁷⁾ Arrêt de la Cour de justice du 5 octobre 1994 dans l'affaire C-55/93, Rec. 1994, p. I-4837.

États-Unis. La qualité de la mousse retirée des épaves est nettement inférieure à celle de la mousse provenant des déchets de production et un rapport de qualité détaillé est requis. Les autorités néerlandaises pensent que le rendement moindre des mousses de polyuréthane autres que celle qui est retirée des épaves s'explique sans doute par d'autres facteurs, notamment la situation défavorable du marché américain, caractérisé par une augmentation de l'offre de mousse provenant de déchets de production et la baisse de la demande pour sa principale utilisation (thibaudes). Entre 1993 et 1995 déjà, avant qu'ARN n'entreprenne de recycler la mousse de polyuréthane, le prix des déchets de production exportés vers les États-Unis était tombé de 1,6 mark allemand à 0,8 mark allemand par kg. Enfin, les autorités néerlandaises font observer que les déchets de mousse de polyuréthane peuvent également être utilisés dans les cimenteries ou les installations de gazéification et que la mousse de polyuréthane peut être obtenue à partir de déchets de déchetage. La directive sur les véhicules hors d'usage marque cependant une préférence explicite pour la réutilisation à la valorisation du matériau.

- (67) À l'égard des observations des constructeurs, les autorités néerlandaises souscrivent en principe à l'objectif d'appliquer des primes différenciées. ARN a certes envisagé cette possibilité, mais a conclu qu'elle était impossible à mettre en œuvre. En ce qui concerne le niveau des coûts, il est douteux que les constructeurs tiennent compte d'objectifs ambitieux et d'exigences de qualité strictes lorsqu'ils affirment qu'ARN calcule des coûts de recyclage et de démontage trop élevés. Il paraît très peu probable que les entreprises de démontage puissent acheter des épaves en Allemagne avec les «surplus». Le démontage d'automobiles étrangères ne donne de toute façon pas lieu au paiement de primes.

- (68) Quant aux observations formulées au nom des entreprises d'élimination des déchets, les autorités néerlandaises estiment qu'elles ne sauraient être admises, car l'expert n'a pas démontré avoir un intérêt dans cette affaire. Elles rappellent également que l'autorité néerlandaise de la concurrence (NMa) n'a pas revu sa décision positive après avoir reçu les documents en question. D'après les autorités néerlandaises, il convient de considérer ces observations en tenant compte du fait qu'en 1999 la concurrence a été instaurée dans le secteur de la

collecte des huiles usagées, ce qui a permis à ARN de passer contrat avec une entreprise dans des conditions beaucoup plus avantageuses qu'auparavant.

6. APPRÉCIATION

6.1. Ressources d'État et effets sur le commerce

- (69) Dans l'affaire PreussenElektra⁽¹⁸⁾, la Cour de justice a constaté que l'obligation, faite à des entreprises privées d'approvisionnement en électricité, d'acheter à des prix minimaux fixés l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables n'entraîne aucun transfert direct ou indirect de ressources d'État aux entreprises productrices de ce type d'électricité. Or, le système ARN se distingue d'un tel système. Une organisation intermédiaire est chargée de gérer les ressources et un fonds a été institué auquel les redevances sont versées. Le produit des redevances ne peut être utilisé que pour la collecte et le recyclage des matériaux. La distribution des profits entre entreprises participantes est interdite. Par ces caractéristiques, la redevance s'apparente à une taxe parafiscale. La Cour de justice a établi à plusieurs reprises que le recours à des taxes fiscales constituait une aide d'État en faveur de certaines entreprises⁽¹⁹⁾.
- (70) Quoi qu'il en soit, dans le cas d'espèce, les constructeurs et les importateurs peuvent obtenir une exemption s'ils veillent à assurer l'élimination des épaves automobiles d'une manière au moins équivalente au mode d'élimination prévu par le système financé par le produit de la redevance (considérant 10). Les constructeurs et les importateurs sont libres de traiter leurs épaves par leurs propres moyens, d'établir leur propre système ou d'adhérer à d'autres systèmes éventuels. Ce sont des possibilités réelles, en tout cas pour les constructeurs et les gros importateurs. Par conséquent, la Commission considère que la décision des autorités néerlandaises de déclarer la redevance d'application générale impose une obligation de résultat et non l'obligation de contribuer au système ARN. Elle pense que la redevance est volontaire ou au moins facultative et que, par conséquent, les recettes qu'elle produit ne constituent pas des ressources d'État.
- (71) L'absence de ressources d'État suffit pour conclure qu'il n'y a pas d'aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité. Dans les considérants qui suivent, la Commission explique toutefois que, si les recettes de la redevance constituaient des aides d'État, il y aurait lieu de conclure que le système ne comporte pas d'aide d'État parce qu'il ne favorise pas certaines entreprises ou certaines productions.

⁽¹⁸⁾ Voir note 13 de bas de page, points 59 à 61 de l'arrêt.

⁽¹⁹⁾ Par exemple dans l'affaire 78/76, Steinike & Weinlig contre Allemagne, Rec. 1977, p. 595. Dans cet arrêt, la Cour dit pour droit: «(21) Attendu que interdiction de l'article 92, paragraphe 1, englobe l'ensemble des aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le cas où l'aide est accordée directement par l'État ou par des organismes publics ou privés qu'il institue ou désigne en vue de gérer l'aide; que, pour l'application de l'article 92, ce sont cependant essentiellement les effets de l'aide en ce qui concerne les entreprises ou producteurs bénéficiaires qu'il y a lieu de prendre en considération et non la situation des organismes distributeurs ou gestionnaires de l'aide;

(22) attendu qu'une mesure de l'autorité publique favorisant certaines entreprises ou certains produits ne perd pas son caractère d'avantage gratuit par le fait qu'elle serait partiellement ou totalement financée par des contributions imposées par l'autorité publique et prélevées sur les entreprises concernées;»

(72) En ce qui concerne les effets sur le commerce entre États membres, la Commission ne saurait recevoir les arguments des autorités néerlandaises et d'ARN. Le commerce des épaves automobiles est peut-être très limité, mais il existe. De surcroît, un nombre non négligeable d'entreprises qui participent au système sont également actives sur le marché des pièces de rechange, qui font de plus en plus l'objet d'un commerce international. Il y a donc lieu de considérer qu'une aide aux entreprises de démontage aura des effets sur le commerce entre États membres. Du reste, l'existence du système a peut-être un effet sur le commerce des voitures.

6.2. Constructeurs et importateurs d'automobiles

(73) Aux termes de l'article 5, paragraphe 4, de la directive sur les véhicules hors d'usage, les États membres prennent les mesures nécessaires pour que les producteurs supportent la totalité ou une partie significative des coûts de la mise en œuvre de cette mesure [...] ⁽²⁰⁾. Cette obligation est conforme au principe de la responsabilité des producteurs et à celui du pollueur-payeur. Le système néerlandais est en fait fondé sur ces principes. Cependant, dans ce système, le démontage et le recyclage des épaves automobiles sont financés par le produit d'une redevance déclarée d'application générale par les pouvoirs publics, ce qui favorise les constructeurs et les importateurs de véhicules. Toutefois, la Commission peut admettre des systèmes de redevances dans lesquels ce sont précisément les producteurs et les importateurs de voitures qui financent le recyclage: ils ne sont donc pas exonérés d'une dépense qu'ils devraient normalement supporter. Dans le domaine du recyclage, la redevance poursuit un but bien précis et unique et il existe un lien direct et contraignant entre la redevance et le versement qui portent tous deux sur le même produit, encore qu'à des moments différents de sa vie économique. Dans ces conditions, le seul effet de ces systèmes est d'obliger les entreprises qui commercialisent des voitures à internaliser tous les coûts écologiques réels de leurs activités sans qu'une autre contribution financière de l'État membre soit nécessaire.

(74) Un constructeur automobile déclare qu'il souhaiterait que ses investissements dans la «conception dans l'optique du recyclage» soient en quelque sorte récompensés par une différenciation des coûts de traitement de ses produits. On ne saurait toutefois en déduire que le système comprend un élément d'aide aux constructeurs automobiles qui ne font pas d'investissements de cet

ordre dans la conception en fonction du recyclage. Dans la notification de l'aide, ARN a expliqué qu'elle n'avait pas voulu fixer des montants différents pour des types de véhicules différents parce que les calculs seraient difficiles et se fonderaient sur des informations incomplètes. De plus, les conséquences d'une «conception dans l'optique du recyclage» ne se feront sentir sur le système de récupération des épaves automobiles qu'après quelques années.

(75) C'est la raison pour laquelle la Commission escompte que chaque producteur ou importateur d'automobiles supporte par l'intermédiaire du système une partie importante des coûts conformément à l'article 5, paragraphe 4, de la directive sur les véhicules hors d'usage et conclut qu'il n'y a pas d'aide d'État aux producteurs et aux importateurs de voitures, même s'il devait s'agir de ressources d'État.

6.3. Entreprises actives dans le secteur de l'emballage, de la collecte et du recyclage

(76) Après avoir ouvert la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité, la Commission n'a pas reçu d'observations concernant la publicité des procédures d'adjudication suivies par ARN. La Commission s'attend par conséquent à ce que ces procédures permettent de limiter la compensation au minimum nécessaire. Les autorités néerlandaises n'interviennent d'aucune manière pour augmenter les montants versés ou accorder une compensation excessive aux entreprises considérées. Les conditions de l'adjudication paraissent transparentes et non discriminatoires, les conditions imposées paraissent objectivement justifiées et ne semblent pas donner lieu à une discrimination de fait.

(77) On ne saurait conclure du simple fait que les marchés publics se déroulent d'une manière transparente et non discriminatoire qu'il n'y a pas d'aide d'État parce que les primes compensent en fait les différences entre les coûts de démontage et le prix qui peut être obtenu sur le marché pour les matériaux recyclés. Toutefois, conformément au principe du pollueur-payeur, c'est aux producteurs et aux importateurs d'automobiles qu'il incombe de veiller à l'exécution des activités pour lesquelles la compensation est versée, comme convenu entre eux et comme le confirment la décision de rendre le système d'application générale et la directive sur les véhicules hors d'usage. Ces systèmes font que les entreprises actives dans le secteur de l'emballage, de la collecte et du recyclage fournissent en fait d'abord un service répondant aux besoins des producteurs et des importateurs d'automobiles, et non de l'État membre ou des consommateurs. La Commission en conclut par

⁽²⁰⁾ La mesure en cause est l'article 5, paragraphe 4, premier alinéa, selon lequel la remise du véhicule à une installation de traitement autorisée par l'autorité compétente s'effectue sans aucuns frais pour le dernier détenteur ou propriétaire du fait de l'absence de valeur marchande du véhicule ou d'une valeur marchande négative. Cela signifie que les déficits commerciaux résultant du démontage et du recyclage ne peuvent pas être transférés au dernier propriétaire ou détenteur du véhicule. L'article 5, paragraphe 4, deuxième alinéa, se rapporte aux coûts représentés par ces déficits commerciaux.

conséquent qu'il n'y a pas aide d'État en faveur de ces entreprises, même si les recettes tirées de la redevance devaient être considérées comme des ressources d'État.

- (78) Dans leurs observations, les trois associations actives dans le domaine du recyclage de la mousse de polyuréthane soulignent les effets de la prime sur le démontage de ce matériau (2,86 euros par kg). Or, il ressort des éléments de fait invoqués par les autorités néerlandaises que l'effet de l'offre supplémentaire relativement modeste de déchets de mousse de polyuréthane de qualité inférieure doit être limité. De surcroît, cet effet général du système résulte normalement de régimes aboutissant à l'internalisation par l'industrie automobile de l'ensemble des coûts écologiques liés à la vente de voitures.

6.4. Entreprises de démontage

- (79) La Commission a examiné le nouveau rapport présenté par ARN, qui donne d'autres calculs des coûts de revient des entreprises de démontage. Elle est d'accord sur ses conclusions générales. Il en ressort notamment ce qui suit: 1) les coûts effectifs du démontage des épaves automobiles sont nettement plus élevés que les chiffres figurant dans le rapport de 1999, 2) les «coûts de référence» du démontage d'une épave moyenne sont nettement supérieurs à la prime moyenne et 3) les écarts de coûts sont beaucoup plus réduits que ne l'indique la conclusion du rapport de 1999. Ce n'est que dans un cas que le coût de revient se situe au-dessous de la prime moyenne versée à l'entreprise, mais l'écart est relativement faible. La Commission peut en outre en conclure qu'un nombre suffisant d'entreprises de démontage doit participer au système. Enfin, ARN et les autorités néerlandaises ont montré que les différences entre les épaves et entre les entreprises de démontage présentent des difficultés pour les procédures d'adjudication. La Commission n'exclut pas que ces dernières puissent tout de même être appliquées, mais reconnaît qu'il est peu probable qu'elles aboutissent à une baisse des primes, même pour les entreprises de démontage les plus efficaces. Par conséquent, la Commission peut considérer que ces primes reflètent les prix du marché pour les services rendus par les entreprises de démontage automobile. Il n'y a donc pas surcompensation en faveur de ces entreprises.

- (80) L'absence de surcompensation ne suffit pas en soi pour conclure qu'il n'y a pas aide d'État parce que les primes comblent en fait l'écart entre les coûts de démontage et le prix qui peut être obtenu sur le marché pour les matériaux recyclés. Ainsi qu'il est dit au considérant 77, conformément au principe du pollueur-payeur, c'est aux producteurs et aux importateurs d'automobiles qu'il incombe de veiller à l'exécution des activités pour lesquelles la compensation est versée, comme convenu entre eux et comme le confirme la décision de rendre le système d'application générale et la directive sur les véhicules hors d'usage. Ces systèmes font que les entreprises actives dans le secteur de l'emballage, de la collecte et du recyclage fournissent en fait d'abord un

service répondant aux besoins des producteurs et des importateurs d'automobiles, et non de l'État membre ou des consommateurs. La Commission en conclut par conséquent qu'il n'y a pas aide d'État en faveur de ces entreprises, même si les recettes tirées de la redevance devaient être considérées comme des ressources d'État.

- (81) Tout système d'élimination des épaves automobiles comporte le choix de l'une ou l'autre technologie permettant de réutiliser, de récupérer ou de recycler un matériau donné. Les objectifs d'ARN et des autorités néerlandaises, qui donnent la préférence au démontage sélectif plutôt qu'aux technologies combinées de déchiquetage et de séparation, entraînent peut-être une charge de travail assez importante pour les entreprises de démontage. Cette circonstance ne modifie cependant en rien la nature des primes, qui représentent une rémunération conforme au marché pour des services fournis et qui, pour les raisons susmentionnées, ne constituent pas des aides d'État.

6.5. Dépenses pour la professionnalisation et les projets pilotes de recyclage

- (82) Des recherches sur l'efficacité du système ARN et du démontage intéressent en premier lieu ARN et le fonctionnement du système. Elles ne sont pas directement utiles aux entreprises de démontage ou de recyclage ou aux constructeurs automobiles. La Commission est donc d'accord avec les autorités néerlandaises pour considérer que, même si les ressources budgétaires étaient considérées comme des ressources d'État, ces recherches ne comportent pas d'aide d'État parce qu'elles ne favorisent pas certaines entreprises ou certaines activités au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité. La même conclusion peut être tirée pour les coûts internes d'ARN pour cette partie du budget s'ils se rapportent à des activités également liées à l'efficacité du système.
- (83) Il ressort également de leur description que les études de faisabilité et les projets pilotes de démontage et de recyclage de nouveaux matériaux ou de pièces de rechange automobiles intéressent eux aussi d'abord le système et ne présentent pas d'avantages spécifiques pour les participants au système ou les entreprises qui réalisent ces recherches. Ces dernières n'ont pas pour objet d'exprouver de nouvelles technologies. Elles portent uniquement sur l'utilisation potentielle des technologies existantes pour certains matériaux et certaines pièces automobiles. La diffusion des résultats n'est limitée que lorsque les intérêts d'ARN ou de tiers qui participent aux travaux l'exigent. ARN passe des contrats de recherche avec des entreprises aux conditions du marché, qui excluent les avantages spécifiques en faveur des entreprises participantes. Par conséquent, ces dépenses ne constituent pas des aides d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité, même si les ressources budgétaires devaient être considérées comme des ressources d'État.

6.6. Violation d'autres dispositions du traité

- (84) Comme la Commission estime que le système ne comporte pas d'aide d'État, elle n'a pas à statuer dans le cadre de la procédure de l'article 88, paragraphe 2, du traité sur la violation éventuelle d'autres dispositions du droit communautaire.

7. CONCLUSIONS

- (85) La Commission conclut que le système d'élimination des épaves automobiles ne constitue pas une aide d'État. Il ne s'agit en effet pas de ressources d'État parce que l'obligation découlant de la loi sur la protection de l'environnement et la déclaration d'application générale doivent être considérées comme des obligations de résultat. La décision d'acquitter la redevance est volontaire ou au moins facultative. De surcroît, la mesure en cause ne constitue pas une aide d'État, même si les recettes tirées des redevances devaient être considérées comme des ressources d'État, parce qu'elle ne favorise pas certaines entreprises. Les constructeurs automobiles supportent actuellement au moins une partie importante des coûts du système, tandis que les primes versées aux entreprises de démontage automobile doivent être considérées comme une rémunération aux conditions du marché pour les services qu'elles rendent, encore que des coûts assez divergents aient été constatés. Rien n'indique que la gestion du système par ARN ait comporté des avantages précis pour d'autres participants au système. Enfin, la Commission a constaté que le budget alloué à

la professionnalisation et aux projets pilotes était intégralement utilisé dans l'intérêt du système, sans comporter d'avantages spécifiques pour les entreprises associées aux recherches. Comme la Commission conclut que le système ne comporte pas d'aide d'État, elle n'est pas habilitée, dans le cadre de la procédure de l'article 88, paragraphe 2, du traité, à statuer sur la violation éventuelle d'autres dispositions du traité,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le système d'élimination des épaves automobiles déclaré d'application générale par les autorités néerlandaises, tel que notifié à la Commission, ne constitue pas une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité.

Article 2

Le Royaume des Pays-Bas est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 30 octobre 2001.

Par la Commission

Mario MONTI

Membre de la Commission

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 4 mars 2002

suite à la demande de l'Autriche de recourir au régime spécial prévu par l'article 3 de la directive 93/38/CEE

[notifiée sous le numéro C(2002) 684]

(Le texte en langue allemande est le seul faisant foi.)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2002/205/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 93/38/CEE du Conseil du 14 juin 1993 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 98/4/CE du Parlement européen et du Conseil ⁽²⁾, et notamment son article 3, paragraphe 4,

vu la directive 94/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994 sur les conditions d'octroi et d'exercice des autorisations de prospecter, d'exploiter et d'extraire les hydrocarbures ⁽³⁾, et notamment son article 12,

vu la demande de l'Autriche soumise le 6 septembre 2000,

après avoir consulté le comité consultatif pour les marchés publics,

considérant ce qui suit:

(1) Selon l'article 3 de la directive 93/38/CEE, un État membre peut demander à la Commission de décider que l'exploitation d'aires géographiques dans le but de prospecter ou d'extraire du pétrole, du gaz, du charbon ou tout autre combustible solide n'est pas considérée comme étant une activité visée à l'article 2, paragraphe 2, point b) i), de cette directive et que les entités ne peuvent pas être considérées comme bénéficiant de droits spéciaux ou exclusifs au sens de l'article 2, paragraphe 3, point b), pour exploiter une ou plusieurs de ces activités lorsque toutes les conditions sont remplies au regard des dispositions nationales pertinentes concernant ces activités et que tout État membre demandant une telle décision veille à ce que l'entité observe les principes de non-discrimination et de mise en concurrence pour l'attribution des marchés et communique à la Commission les informations relatives à l'octroi des marchés.

- (2) Les États membres en conformité avec les dispositions de la directive 94/22/CE doivent être considérés comme satisfaisant aux conditions prévues à l'article 3, paragraphe 1, de la directive 93/38/CEE.
- (3) Par lettre du 6 septembre 2000 ⁽⁴⁾, l'Autriche a soumis une demande à la Commission relative à l'article 3 de la directive 93/38/CEE. Cette demande ne couvrait pas l'exploitation d'aires géographiques dans le but de prospecter ou d'extraire du charbon ou d'autres combustibles solides.
- (4) Par lettre du 11 décembre 2000, la Commission invitait l'Autriche à présenter les dispositions législatives, réglementaires ou administratives nécessaires à l'évaluation juridique de la demande et de préciser si, avant la date d'application de la directive 93/38/CEE, une concession ou une autorisation particulière avait été octroyée et si, à cette date, d'autres entités avaient eu la possibilité de demander, sans discrimination et selon des critères objectifs, une autorisation d'exploiter des aires géographiques dans le but de prospecter ou d'extraire du pétrole, du gaz, du charbon ou d'autres combustibles solides.
- (5) Par lettre du 20 mars 2001, l'Autriche a transmis à la Commission les documents demandés et ont émis un avis sur les questions posées.
- (6) L'Autriche satisfait à ses obligations découlant de la directive 94/22/CE par la loi minière (*Berggesetz*) de 1975 ⁽⁵⁾ qui a été remplacée le 1^{er} janvier 1999 ⁽⁶⁾ par la loi sur les substances minérales ⁽⁷⁾.
- (7) Se référant à l'article 3, paragraphe 3, de la directive 94/22/CE, la République d'Autriche a fait publier le 12 septembre 1995 une communication dans le *Journal officiel des Communautés européennes* ⁽⁸⁾, de laquelle il ressort que l'ensemble du territoire de l'Autriche est toujours disponible, au sens dudit article, pour la prospection, l'exploitation et l'extraction d'hydrocarbures dans la mesure où il n'existe pas de contrat de recherche, d'exploitation et de stockage concernant des hydrocarbures ni d'anciennes autorisations minières englobant des hydrocarbures.

⁽⁴⁾ Initialement, la demande se fondait sur le paragraphe 86 de la loi fédérale sur les marchés publics 1997.

⁽⁵⁾ BGBl. 259/1975.

⁽⁶⁾ BGBl. I 38/1999.

⁽⁷⁾ Les dispositions concernant la prospection et l'extraction de pétrole et de gaz naturel n'ont toutefois pas — dans la mesure où cela est pertinent dans le présent contexte — été modifiées par rapport à la loi minière de 1975.

⁽⁸⁾ JO C 237 du 12.9.1995, p. 16.

⁽¹⁾ JO L 199 du 9.8.1993, p. 84.

⁽²⁾ JO L 101 du 1.4.1998, p. 1.

⁽³⁾ JO L 164 du 30.6.1994, p. 3.

- (8) La directive 93/38/CEE a été transposée dans le droit autrichien au niveau fédéral par la «loi fédérale de 1997 qui a modifié la loi fédérale sur les marchés publics de 1993»⁽¹⁾ (appelée par la suite «Bundesvergabegesetz 1997») et qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1997. Le paragraphe 86 de la loi fédérale sur les marchés publics de 1997 reprend la disposition de l'article 3, paragraphe 2, de la directive 93/38/CEE et garantit le respect des principes de non-discrimination et de mise en concurrence pour l'attribution des marchés par les entités dans le secteur de la prospection ou de l'extraction de pétrole ou de gaz, en particulier, en ce qui concerne l'information qu'elles mettent à la disposition des entreprises, à propos de leurs intentions de passation de marchés, et l'obligation de communiquer à la Commission des informations relatives à l'octroi des marchés. En ce qui concerne les entreprises auxquelles a été confiée, conformément aux paragraphes 68 et suivants de la loi sur les substances minérales, l'exploitation d'aires géographiques dans le but de prospector ou d'extraire du pétrole ou du gaz, les dispositions du paragraphe 86, alinéa 2, points 1 à 5, de la Bundesvergabegesetz 1997 correspondant à l'article 3, paragraphe 1, de la directive 93/38/CEE sont considérées comme satisfaites.
- (9) Le 1^{er} juillet 1994, cinq contrats de recherche, d'exploitation et de stockage concernant les hydrocarbures existaient entre la République d'Autriche et la OMV AG et trois contrats du même type avec la Rohöl-Aufsuchungs AG (RAG) auxquels s'appliquent les dispositions de la loi minière de 1975.
- (10) Des autorisations limitées d'extraction de pétrole et de gaz naturel ont été délivrées sur la base de la loi minière générale de 1854. Il s'agit en fait d'autorisations d'extraction de substances minérales exploitées sous le régime de la concession (autorisations accordées à l'industrie minière) qui ont été octroyées avant l'entrée en vigueur de la loi sur le bitume du 31 août 1938 ou en application des dispositions transitoires de cette loi. L'extraction de pétrole et de gaz naturel par la RAG, la Van Sickle

GesmbH et l'OMV en Basse-Autriche découle de ces autorisations,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Il est constaté que, à partir du 4 mars 2002, l'exploitation d'aires géographiques dans le but de prospector ou d'extraire du pétrole ou du gaz ne constitue pas, en Autriche, une activité visée à l'article 2, paragraphe 2, points b) i), de la directive 93/38/CEE.

Les entités exerçant ces activités ne sont pas considérées, en Autriche, comme bénéficiant de droits spéciaux ou exclusifs au sens de l'article 2, paragraphe 3, point b), de cette directive.

Article 2

1. La présente décision est prise sur la base des dispositions législatives, réglementaires ou administratives adoptées par l'Autriche jusqu'au 4 mars 2002 afin de transposer la directive 94/22/CE et l'article 3 de la directive 93/38/CEE et communiquées à la Commission.

2. L'Autriche notifie à la Commission toutes les dispositions législatives, réglementaires ou administratives amendant les règles mentionnées au paragraphe 1 dès leur adoption afin de lui permettre d'apprécier s'il convient de modifier, de retirer ou de maintenir la présente décision.

Article 3

La République d'Autriche est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 4 mars 2002.

Par la Commission

Frederik BOLKESTEIN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ BGBl. I 56/1997.

DÉCISION DE LA COMMISSION**du 11 mars 2002****concernant l'aide financière de la Communauté au fonctionnement de certains laboratoires communautaires de référence dans le domaine de la santé publique vétérinaire (risques biologiques) pour l'année 2002**

[notifiée sous le numéro C(2002) 898]

(Les textes en langues espagnole, allemande, anglaise, française et néerlandaise sont les seuls faisant foi.)

(2002/206/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1326/2001 ⁽¹¹⁾.

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la décision 90/424/CEE du Conseil du 26 juin 1990 relative à certaines dépenses dans le domaine vétérinaire ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 2001/572/CE ⁽²⁾, et notamment son article 28, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Il y a lieu de prévoir une aide financière de la Communauté aux laboratoires communautaires de référence qui ont été désignés pour l'exécution des fonctions et des tâches définies dans les directives, les décisions et le règlement suivants:
- directive 92/46/CEE du Conseil du 16 juin 1992 arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait ⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 96/23/CE ⁽⁴⁾,
 - directive 92/117/CEE du Conseil du 17 décembre 1992 concernant les mesures de protection contre certaines zoonoses et certains agents zoonotiques chez les animaux et dans les produits d'origine animale, en vue de prévenir les foyers d'infection et d'intoxication dus à des denrées alimentaires ⁽⁵⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 1999/72/CE ⁽⁶⁾,
 - décision 93/383/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux laboratoires de référence pour les biotoxines marines ⁽⁷⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 1999/312/CE ⁽⁸⁾,
 - décision 1999/313/CE du Conseil du 29 avril 1999 relative aux laboratoires de référence pour le contrôle des contaminations bactériologiques et virales des mollusques bivalves ⁽⁹⁾,
 - règlement (CE) n° 999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles ⁽¹⁰⁾,

- (2) Les programmes de travail et budgets prévisionnels correspondants présentés par les laboratoires communautaires de référence pour l'année 2002 ont été l'objet d'une évaluation par les services de la Commission.
- (3) L'aide communautaire doit être subordonnée à l'accomplissement desdites fonctions et tâches par le laboratoire concerné.
- (4) Pour des raisons budgétaires, l'aide financière de la Communauté est accordée pour une période d'un an.
- (5) Conformément à l'article 3, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil ⁽¹²⁾, les mesures vétérinaires et phytosanitaires entreprises conformément à la réglementation communautaire sont financées au titre de la section «Garantie» du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole. Aux fins de contrôle financier, les articles 8 et 9 du règlement (CE) n° 1258/1999 sont d'application.
- (6) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

1. La Communauté accorde une aide financière à la France pour les fonctions et les tâches que doit exercer le Laboratoire d'études et de recherches sur l'hygiène et la qualité des aliments de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (anciennement dénommé Laboratoire central d'hygiène alimentaire), Maisons-Alfort, France, pour l'analyse et le test du lait et des produits à base de lait, telles que prévues à l'annexe D, chapitre II, de la directive 92/46/CEE.

2. L'aide financière est fixée à un maximum de 146 000 euros pour la période allant du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002.

⁽¹⁾ JO L 224 du 18.8.1990, p. 19.⁽²⁾ JO L 203 du 28.7.2001, p. 16.⁽³⁾ JO L 268 du 14.9.1992, p. 1.⁽⁴⁾ JO L 125 du 23.5.1996, p. 10.⁽⁵⁾ JO L 62 du 15.3.1993, p. 38.⁽⁶⁾ JO L 210 du 10.8.1999, p. 12.⁽⁷⁾ JO L 166 du 8.7.1993, p. 31.⁽⁸⁾ JO L 120 du 8.5.1999, p. 37.⁽⁹⁾ JO L 120 du 8.5.1999, p. 40.⁽¹⁰⁾ JO L 147 du 31.5.2001, p. 1.⁽¹¹⁾ JO L 177 du 30.6.2001, p. 60.⁽¹²⁾ JO L 160 du 26.6.1999, p. 103.

Article 2

1. La Communauté accorde une aide financière à l'Allemagne pour les fonctions et les tâches que doit exercer le Bundesinstitut für gesundheitlichen Verbraucherschutz und Veterinärmedizin (anciennement dénommé Institut für Veterinärmedizin), Berlin, Allemagne, pour l'épidémiologie des zoonoses, telles que prévues à l'annexe IV, chapitre II, de la directive 92/117/CEE.

2. L'aide financière est fixée à un maximum de 143 000 euros pour la période allant du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002.

Article 3

1. La Communauté accorde une aide financière aux Pays-Bas pour les fonctions et les tâches que doit exercer le Rijksinstituut voor Volksgezondheid en Milieu, Bilthoven, Pays-Bas, pour les salmonelles, telles que prévues à l'annexe IV, chapitre II, de la directive 92/117/CEE.

2. L'aide financière est fixée à un maximum de 146 000 euros pour la période allant du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002.

Article 4

1. La Communauté accorde une aide financière à l'Espagne pour les fonctions et les tâches que doit exercer le Laboratorio de biotoxinas marinas del Area de Sanidad, Vigo, Espagne, pour le contrôle des biotoxines marines, telles que prévues à l'article 5 de la décision 93/383/CEE.

2. L'aide financière est fixée à un maximum de 90 000 euros pour la période allant du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002.

Article 5

1. La Communauté accorde une aide financière au Royaume-Uni pour les fonctions et les tâches que doit exercer le laboratoire du Center for Environment, Fisheries & Aquaculture Science, Weymouth, Royaume-Uni, pour le contrôle des contaminations bactériologiques et virales des mollusques bivalves, telles que prévues à l'article 4 de la décision 1999/313/CE.

2. L'aide financière est fixée à un maximum de 110 000 euros pour la période allant du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002.

Article 6

1. La Communauté accorde une aide financière au Royaume-Uni pour les fonctions et les tâches que doit exercer le laboratoire de la Veterinary Laboratories Agency, Addlestone, Royaume-Uni, pour le contrôle des encéphalopathies spongiformes transmissibles, telles que prévues à l'annexe X, chapitre B, du règlement (CE) n° 999/2001.

2. L'aide financière est fixée à un maximum de 426 000 euros pour la période allant du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002.

Article 7

L'aide financière est accordée selon les modalités suivantes:

- a) une avance de 70 % du montant de l'aide peut être versée à la demande de l'État membre bénéficiaire;
- b) le solde est versé après présentation par l'État membre bénéficiaire des pièces justificatives et d'un rapport technique. Ces documents doivent être présentés au plus tard trois mois après la fin de la période pour laquelle l'aide financière a été accordée.

L'aide financière est accordée sous réserve que le programme de travail présenté par le laboratoire communautaire de référence pour la période concernée soit effectivement mis en œuvre et que les autorités fournissent toutes les informations nécessaires dans le délai établi.

Quand le délai n'est pas respecté, l'aide financière de la Communauté est réduite de 25 % le 1^{er} mai, de 50 % le 1^{er} juin, de 75 % le 1^{er} juillet et de 100 % le 1^{er} septembre.

Article 8

La République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Royaume des Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 11 mars 2002.

Par la Commission

David BYRNE

Membre de la Commission

DÉCISION DE LA COMMISSION**du 11 mars 2002****relative à l'inventaire du potentiel de production viticole présenté par le Portugal (régions des Açores et de Madère) au titre du règlement (CE) n° 1493/1999 du Conseil***[notifiée sous le numéro C(2002) 902]***(Le texte en langue portugaise est le seul faisant foi.)**

(2002/207/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1493/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune du marché vitivinicole ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2585/2001 ⁽²⁾, et notamment son article 23, paragraphe 4,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 1493/1999 prévoit la présentation d'un inventaire du potentiel viticole. La présentation de cet inventaire doit avoir lieu préalablement à l'accès aux mesures de régularisation des superficies plantées illégalement, à l'augmentation des droits de plantation ainsi qu'au soutien en faveur de la restructuration et de la reconversion.
- (2) Le règlement (CE) n° 1227/2000 de la Commission du 31 mai 2000 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 1493/1999 du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole, en ce qui concerne le potentiel de production ⁽³⁾, prévoit à son article 19 le niveau de détail des informations contenues dans l'inventaire.
- (3) Le Portugal a communiqué à la Commission par les lettres du 6 août 2001 et du 4 novembre 2001 l'information visée à l'article 16 du règlement (CE) n° 1493/1999. L'examen de ces informations permet de constater que le Portugal a donc dressé l'inventaire pour les régions des Açores et de Madère.

- (4) La présente décision n'implique pas la reconnaissance par la Commission de l'exactitude des données contenues dans l'inventaire ou de la compatibilité de la législation visée dans l'inventaire avec le droit communautaire. Elle est sans préjudice de toute décision éventuelle de la Commission sur ces points.
- (5) Les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité de gestion des vins,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La Commission constate que le Portugal a dressé l'inventaire visé à l'article 16 du règlement (CE) n° 1493/1999 pour les régions des Açores et de Madère.

Article 2

La République portugaise est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 11 mars 2002.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO L 179 du 14.7.1999, p. 1.⁽²⁾ JO L 345 du 29.12.2001, p. 10.⁽³⁾ JO L 143 du 16.6.2000, p. 1.

DÉCISION DE LA COMMISSION**du 11 mars 2002****relative au marquage et à l'utilisation de viandes porcines en application de l'article 11 de la directive 2001/89/CE du Conseil concernant l'Allemagne**

[notifiée sous le numéro C(2002) 984]

(Le texte en langue allemande est le seul faisant foi.)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2002/208/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 2001/89/CE du Conseil du 23 octobre 2001 établissant des mesures communautaires de lutte contre la peste porcine classique ⁽¹⁾, et notamment son article 11, paragraphe 1, point f),

considérant ce qui suit:

- (1) Les autorités vétérinaires allemandes ont déclaré en janvier et février 2002 une épidémie de peste porcine classique en Rhénanie-Palatinat.
- (2) Conformément aux articles 9, 10 et 11 de la directive 2001/89/CE, des zones de protection et de surveillance ont immédiatement été créées autour des foyers de l'épidémie en Allemagne.
- (3) Les dispositions concernant l'emploi d'une marque de salubrité sur les viandes fraîches figurent dans la directive 64/433/CEE du Conseil du 26 juin 1964 relative aux conditions de production et de mise sur le marché de viandes fraîches ⁽²⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 95/23/CE ⁽³⁾.
- (4) Conformément à l'article 11, paragraphe 1, point f), de la directive 2001/89/CE, l'Allemagne a présenté une demande concernant l'adoption d'une dérogation pour le marquage et l'utilisation des viandes porcines obtenues à partir de porcs élevés dans des exploitations situées dans les zones de surveillance établies en Rhénanie-Palatinat et abattus sous le couvert d'une autorisation spéciale délivrée par l'autorité compétente.
- (5) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale (section «Santé et bien-être des animaux»),

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'Allemagne est autorisée à appliquer la marque décrite à l'article 3, paragraphe 1, point A e), de la directive 64/433/CEE aux viandes porcines obtenues à partir de porcs élevés dans des exploitations situées dans les zones de surveillance établies en Rhénanie-Palatinat avant le 5 mars 2002, conformément aux

dispositions des articles 9 et 11 de la directive 2001/89/CE, à condition que les porcs considérés:

- a) proviennent d'une zone de surveillance:
 - où aucun foyer de peste porcine classique n'a été décelé au cours des 21 jours précédents et où une période de 21 jours au moins s'est écoulée depuis l'achèvement des opérations préliminaires de nettoyage et de désinfection des exploitations infectées,
 - établie autour d'une zone de protection dans laquelle des examens cliniques visant à la détection de la peste porcine classique ont été effectués dans toutes les exploitations d'élevage porcin après l'apparition de la peste porcine classique et ont donné des résultats négatifs;
- b) proviennent d'une exploitation:
 - soumise aux mesures de protection établies conformément aux dispositions de l'article 11 de la directive 2001/89/CE,
 - pour laquelle, à la suite de l'enquête épidémiologique, aucun contact avec une exploitation infectée n'a été constaté,
 - soumise à des inspections régulières effectuées par un vétérinaire, après l'établissement de la zone. Lesdites inspections ont porté sur l'ensemble des porcs détenus dans l'exploitation;
- c) aient fait l'objet d'un programme de contrôle de la température corporelle et d'un examen clinique. Le programme doit être réalisé conformément à l'annexe I;
- d) aient été abattus dans les douze heures suivant leur arrivée à l'abattoir.

Article 2

L'Allemagne s'assure qu'un certificat conforme à l'annexe II est délivré pour les viandes porcines visées à l'article 1^{er}.

Article 3

Les viandes porcines qui remplissent les conditions prévues à l'article 1^{er} et qui sont admises aux échanges intracommunautaires doivent être accompagnées du certificat visé à l'article 2.

Article 4

L'Allemagne s'assure que les abattoirs désignés pour recevoir les porcs visés à l'article 1^{er} n'acceptent pas le même jour des porcs de boucherie autres que les porcs en question.

⁽¹⁾ JO L 365 du 1.12.2001, p. 5.⁽²⁾ JO 121 du 29.7.1964, p. 2012/64.⁽³⁾ JO L 243 du 11.10.1995, p. 7.

Article 5

L'Allemagne transmet aux États membres et à la Commission:

- a) le nom et l'adresse des abattoirs désignés pour recevoir les porcs de boucherie visés à l'article 1^{er}, avant l'abattage de ces porcs, et
- b) après l'abattage des porcs, toutes les semaines, un rapport contenant des informations sur:
 - le nombre de porcs abattus dans les abattoirs désignés,
 - le système d'identification et le contrôle des mouvements appliqués aux porcs de boucherie,
 - les instructions délivrées au sujet de l'application du programme relatif au contrôle de la température corporelle visé à l'annexe I.

Article 6

La présente décision s'applique jusqu'au 15 avril 2002.

Article 7

La République fédérale d'Allemagne est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 11 mars 2002.

Par la Commission

David BYRNE

Membre de la Commission

ANNEXE I

CONTRÔLE DE LA TEMPÉRATURE CORPORELLE

Le programme de contrôle de la température corporelle et l'examen clinique visés à l'article 1^{er}, point c), comprennent les éléments suivants:

- 1) Dans la période de 24 heures précédant le chargement d'un lot de porcs destinés à l'abattage, l'autorité vétérinaire compétente veille à ce que la température rectale d'un certain nombre de porcs du lot soit constatée par un vétérinaire officiel. Le nombre de porcs dont la température doit être contrôlée est le suivant:

Nombre de porcs du lot	Nombre de porcs à contrôler
0-25	Tous
26-30	26
31-40	31
41-50	35
51-100	45
101-200	51
200+	60

Au moment de l'examen, les informations suivantes doivent être consignées, pour chaque porc, sur un tableau établi par les autorités vétérinaires compétentes: numéro de la marque auriculaire, heure de l'examen et température.

Si l'examen révèle une température de 40 °C ou plus, le vétérinaire officiel doit être immédiatement informé. Il doit procéder au dépistage de la maladie en tenant compte des dispositions de l'article 4 de la directive 2001/89/CE établissant des mesures communautaires de lutte contre la peste porcine classique.

- 2) Juste avant le chargement (entre 0 et 3 heures) du lot examiné selon la procédure décrite au point 1, un examen clinique doit être effectué par un vétérinaire officiel désigné par l'autorité vétérinaire compétente.
- 3) Au moment du chargement du lot de porcs examiné conformément aux dispositions des points 1 et 2, le vétérinaire officiel établit un certificat sanitaire destiné à accompagner le lot jusqu'à l'abattoir désigné.
- 4) À l'abattoir désigné, les résultats du contrôle de la température sont transmis au vétérinaire qui procède à l'inspection *ante mortem*.

ANNEXE II

CERTIFICAT

devant accompagner les viandes fraîches visées à l'article 1^{er} de la décision 2002/208/CE de la Commission

Numéro (1):

Lieu d'expédition:

Ministère:

Service:

I. Identification des viandes

Viandes porcines

Nature des pièces:

Nombre de pièces ou d'unités d'emballage:

Poids net:

II. Provenance des viandes

Adresse et numéro d'agrément vétérinaire de l'abattoir agréé:

.....

.....

III. Destination des viandes

Les viandes sont expédiées de:

(lieu d'expédition)

à:

(lieu de destination)

par le moyen de transport suivant (2):

.....

Nom et adresse du destinataire:

.....

IV. Attestation de salubrité

Le soussigné, vétérinaire officiel, certifie que les viandes désignées ci-dessus ont été obtenues dans les conditions de production et de contrôle prévues par la directive 64/433/CEE et conformément aux dispositions de la décision 2002/208/CE relative au marquage et à l'utilisation de viandes porcines en application de l'article 11, paragraphe 1, point f), de la directive 2001/89/CE.

Fait à, le

.....
(nom et signature du vétérinaire officiel)

(1) Numéro de série délivré par le vétérinaire officiel.

(2) Pour les wagons et les camions, indiquer le numéro d'immatriculation et, pour les bateaux, le nom et, si nécessaire, le numéro du conteneur.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11 mars 2002

mettant à jour les conditions d'octroi des autorisations de sortie pour les porcs détenus dans les exploitations situées à l'intérieur des zones de protection et de surveillance établies en Espagne dans le contexte de la peste porcine classique et établissant les conditions de marquage et d'utilisation de viandes porcines en application de l'article 11 de la directive 2001/89/CE du Conseil

[notifiée sous le numéro C(2002) 985]

(Le texte en langue espagnole est le seul faisant foi.)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2002/209/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 2001/89/CE du Conseil du 23 octobre 2001 établissant des mesures communautaires de lutte contre la peste porcine classique ⁽¹⁾, et notamment son article 11, paragraphe 1, point f), son article 25, paragraphe 3, et son article 29, paragraphe 4,

considérant ce qui suit:

- (1) Au cours des trois derniers mois, les autorités vétérinaires espagnoles ont déclaré une épidémie de peste porcine classique dans la *comarca* d'Osona, dans la province de Barcelone, en Catalogne.
- (2) Conformément aux articles 9, 10 et 11 de la directive 2001/89/CE, des zones de protection et de surveillance ont immédiatement été créées autour des foyers en Espagne.
- (3) Concernant cette épidémie, la Commission a adopté les décisions suivantes: la décision 2001/925/CE ⁽²⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 2002/162/CE ⁽³⁾, concernant certaines mesures de protection contre la peste porcine classique en Espagne, la décision 2002/33/CE ⁽⁴⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 2002/162/CE, relative à l'utilisation par l'Espagne de deux abattoirs en application de l'article 10, paragraphe 1, point b), de la directive 2001/89/CE, et enfin la décision 2002/41/CE ⁽⁵⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 2002/162/CE, relative à certaines autres conditions particulières d'octroi des autorisations de sortie pour les porcs détenus dans les exploitations situées à l'intérieur des zones de protection et de surveillance établies en Espagne dans le contexte de la peste porcine classique.
- (4) Les dispositions concernant l'emploi d'une marque de salubrité sur les viandes fraîches figurent dans la directive 64/433/CEE du Conseil ⁽⁶⁾ relative aux conditions de production et de mise sur le marché de viandes fraîches, modifiée en dernier lieu par la directive 95/23/CE ⁽⁷⁾.

- (5) Conformément à l'article 11, paragraphe 1, point f), de la directive 2001/89/CE, l'Espagne a présenté une demande concernant l'adoption d'une dérogation pour le marquage et l'utilisation des viandes porcines obtenues à partir de porcs élevés dans des exploitations situées dans les zones de surveillance établies dans la *comarca* d'Osona et abattus sous le couvert d'une autorisation spéciale délivrée par l'autorité compétente.
- (6) Compte tenu de la demande de l'Espagne et de l'évaluation de la situation épidémiologique, il convient de mettre à jour les conditions d'octroi des autorisations de sortie pour les porcs détenus dans les exploitations situées à l'intérieur des zones de protection et de surveillance établies en Espagne dans le contexte de la peste porcine classique et d'établir les conditions de marquage et d'utilisation de viandes porcines en application de l'article 11 de la directive 2001/89/CE. À des fins de clarté, il importe d'abroger la décision 2002/41/CE.
- (7) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale (section «Santé et bien-être des animaux»),

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

1. L'Espagne est autorisée à appliquer la marque décrite à l'article 3, paragraphe 1, point A e), de la directive 64/433/CEE aux viandes porcines obtenues à partir de porcs élevés dans des exploitations situées dans les zones de surveillance établies dans la *comarca* d'Osona, avant le 5 mars 2002, conformément aux dispositions des articles 9 et 11 de la directive 2001/89/CE, à conditions que les porcs considérés:

a) proviennent d'une zone de surveillance:

- où aucun foyer de peste porcine n'a été décelé au cours des 21 jours précédents et où une période de 21 jours au moins s'est écoulée depuis l'achèvement des opérations préliminaires de nettoyage et de désinfection des exploitations infectées,

⁽¹⁾ JO L 365 du 1.12.2001, p. 5.⁽²⁾ JO L 339 du 21.12.2001, p. 56.⁽³⁾ JO L 53 du 23.2.2002, p. 45.⁽⁴⁾ JO L 13 du 16.1.2002, p. 13.⁽⁵⁾ JO L 19 du 22.1.2002, p. 47.⁽⁶⁾ JO 121 du 29.7.1964, p. 2012/64.⁽⁷⁾ JO L 243 du 11.10.1995, p. 7.

- établie autour d'une zone de protection dans laquelle des examens cliniques visant à la détection de la peste porcine classique ont été effectués dans toutes les exploitations d'élevage porcin après l'apparition de la peste porcine classique et ont donné des résultats négatifs;
- b) proviennent d'une exploitation:
- soumise aux mesures de protection établies conformément aux dispositions de l'article 11 de la directive 2001/89/CE,
 - pour laquelle, à la suite de l'enquête épidémiologique, aucun contact avec une exploitation infectée n'a été constaté,
 - soumise à des inspections vétérinaires régulières, après l'établissement de la zone, qui ont porté sur l'ensemble des porcs détenus dans l'exploitation;
- c) aient fait l'objet d'un programme de contrôle de la température corporelle et d'un examen clinique. Le programme doit être réalisé conformément à l'annexe I;
- d) aient été abattus dans les douze heures suivant leur arrivée à l'abattoir.

2. Cependant, sans préjudice du paragraphe 1, point a), premier alinéa, et en ce qui concerne la zone de surveillance établie autour des foyers confirmés le 22 février 2002 dans la commune de Tona, les délais d'attente pour la détection d'une nouvelle épidémie, après les opérations de nettoyage et de désinfection, sont fixés à trente jours.

Article 2

L'Espagne s'assure qu'un certificat conforme à l'annexe II est délivré pour les viandes porcines visées à l'article 1^{er}.

Article 3

Les viandes porcines qui remplissent les conditions prévues à l'article 1^{er} et qui sont admises aux échanges intra-communautaires doivent être accompagnées du certificat visé à l'article 2.

Article 4

L'Espagne s'assure que les abattoirs désignés pour recevoir les porcs visés à l'article 1^{er} n'acceptent pas le même jour des porcs de boucherie autres que les porcs en question.

Article 5

L'Espagne transmet aux États membres et à la Commission:

- a) le nom et l'adresse des abattoirs désignés pour recevoir les porcs de boucherie visés à l'article 1^{er}, avant l'abattage de ces porcs, et
- b) après l'abattage des porcs, toutes les semaines, un rapport contenant des informations sur:

- le nombre de porcs abattus dans les abattoirs désignés,
- le système d'identification et le contrôle des mouvements appliqués aux porcs de boucherie,
- les instructions délivrées au sujet de l'application du programme relatif au contrôle de la température corporelle visé à l'annexe I.

Article 6

Lorsque les dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1 ne peuvent être appliquées, l'Espagne peut autoriser que les porcs détenus dans les exploitations situées à l'intérieur des zones de protection et de surveillance établies dans la *comarca* d'Osona dans le contexte de la peste porcine classique, soient acheminés vers des abattoirs conformément à l'article 10, paragraphe 2, et à l'article 11, paragraphe 2, de la directive 2001/89/CE, pour autant que soient remplies les conditions de l'article 10, paragraphe 3, de la directive précitée ainsi que les conditions suivantes:

- a) les porcs ne peuvent quitter que les exploitations:
 - ne détenant aucun porc suspect d'être infecté par le virus de la peste porcine classique, ou
 - n'ayant pas été reconnues comme des exploitations contacts au sens de l'article 7, paragraphe 1, de la directive 2001/89/CE;
- b) les porcs peuvent être acheminés vers l'un des abattoirs désignés par la décision 2002/33/CE. Les viandes fraîches issues de ces porcs sont transformées ou marquées et traitées conformément à l'article 10, paragraphe 3, point f), quatrième tiret, de la directive 2001/89/CE;
- c) avant que l'autorisation de sortie ne soit délivrée, un examen clinique doit être réalisé par un vétérinaire officiel au cours des 24 heures précédant le départ des porcs et conformément aux procédures définies dans la partie I de l'annexe III;
- d) des échantillons destinés à des tests sérologiques ou virologiques doivent être prélevés sur les porcs au moment de l'abattage conformément aux procédures établies dans la partie II de l'annexe III.

Article 7

L'Espagne s'assure que les abattoirs désignés pour recevoir les porcs visés à l'article 6 n'acceptent pas le même jour des porcs de boucherie autres que les porcs en question.

Article 8

La décision 2002/41/CE est abrogée.

Article 9

La présente décision s'applique jusqu'au 30 avril 2002.

Article 10

Le Royaume d'Espagne est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 11 mars 2002.

Par la Commission

David BYRNE

Membre de la Commission

ANNEXE I

CONTRÔLE DE LA TEMPÉRATURE CORPORELLE

Le programme de contrôle de la température corporelle et l'examen clinique visés à l'article 1^{er}, point c), comprennent les éléments suivants:

- 1) Dans la période de 24 heures précédant le chargement d'un lot de porcs destinés à l'abattage, l'autorité vétérinaire compétente veille à ce que la température rectale d'un certain nombre de porcs du lot soit constatée par un vétérinaire officiel. Le nombre de porcs dont la température doit être contrôlée est le suivant:

Nombre de porcs du lot	Nombre de porcs à contrôler
0-25	Tous
26-30	26
31-40	31
41-50	35
51-100	45
101-200	51
200 +	60

Au moment de l'examen, les informations suivantes doivent être consignées, pour chaque porc, sur un tableau établi par les autorités vétérinaires compétentes: numéro de la marque auriculaire, heure de l'examen et température.

Si l'examen révèle une température de 40 °C ou plus, le vétérinaire officiel doit être immédiatement informé. Il doit procéder au dépistage de la maladie en tenant compte des dispositions de l'article 4 de la directive 2001/89/CE établissant des mesures communautaires de lutte contre la peste porcine classique.

- 2) Juste avant le chargement (entre 0 et 3 heures) du lot examiné selon la procédure décrite au point 1, un examen clinique doit être effectué par un vétérinaire officiel désigné par l'autorité vétérinaire compétente.
- 3) Au moment du chargement du lot de porcs examiné conformément aux dispositions des points 1 et 2, le vétérinaire officiel établit un certificat sanitaire destiné à accompagner le lot jusqu'à l'abattoir désigné.
- 4) À l'abattoir désigné, les résultats du contrôle de la température sont transmis au vétérinaire qui procède à l'inspection *ante mortem*.

ANNEXE II

CERTIFICAT

devant accompagner les viandes fraîches visées à l'article 1^{er} de la décision 2002/209/CE de la Commission

Numéro ⁽¹⁾:

Lieu d'expédition:

Ministère:

Service:

I. Identification des viandes

Viandes porcines

Nature des pièces:

Nombre de pièces ou d'unités d'emballage:

Poids net:

II. Provenance des viandes

Adresse et numéro d'agrément vétérinaire de l'abattoir agréé:

.....

.....

III. Destination des viandes

Les viandes sont expédiées de:

(lieu d'expédition)

à:

(lieu de destination)

par le moyen de transport ⁽²⁾:

.....

Nom et adresse du destinataire:

.....

IV. Attestation de salubrité

Le soussigné, vétérinaire officiel, certifie que les viandes désignées ci-dessus ont été obtenues dans les conditions de production et de contrôle prévues par la directive 64/433/CEE du Conseil et conformément aux dispositions de la décision 2002/209/CE relative au marquage et à l'utilisation de viandes porcines en application de l'article 11, paragraphe 1, point f), de la directive 2001/89/CE.

Fait à, le

.....
(nom et signature du vétérinaire officiel)

⁽¹⁾ Numéro de série délivré par le vétérinaire officiel.

⁽²⁾ Pour les wagons et les camions, indiquer le numéro d'immatriculation et, pour les bateaux, le nom et, si nécessaire, le numéro du conteneur.

ANNEXE III

PARTIE I

PROCÉDURES D'EXAMEN CLINIQUE DES PORCS

L'examen clinique se déroule de la façon suivante:

- a) vérification des registres de production et des registres sanitaires de l'exploitation, pour autant qu'ils soient disponibles;
- b) inspection de tous les locaux de l'exploitation;
- c) réalisation de l'examen clinique dans tous les locaux où sont détenus les porcs qui doivent quitter l'exploitation;
- d) mesure de la température corporelle. Le nombre minimal de porcs à contrôler doit permettre de détecter, le cas échéant, une prévalence de 20 % de cas de fièvre avec un niveau de fiabilité de 95 % dans les locaux où les porcs destinés à être transportés sont détenus. Toutefois, dans le cas des truies reproductrices ou des verrats, le nombre minimal de porcs à examiner doit permettre de détecter, le cas échéant, une prévalence de 5 % de cas de fièvre avec un niveau de fiabilité de 95 % dans les locaux où les porcs destinés à être transportés sont détenus. Le contrôle de la température doit avant tout concerner les porcs ou groupes de porcs suivants:
 - porcs malades ou anorexiques,
 - porcs qui se sont récemment rétablis après une maladie,
 - porcs récemment introduits dans l'exploitation ou pour lesquels tous les contacts avec une source potentielle de contamination par le virus de la peste porcine classique ont été identifiés,
 - porcs déjà soumis à échantillonnage et aux tests sérologiques de dépistage de la peste porcine classique, dans le cas où les résultats des tests ne permettent pas d'écarter la présence de la peste porcine classique.

PARTIE II

PROCÉDURES D'ÉCHANTILLONNAGE ET DE TEST AU MOMENT DE L'ABATTAGE

Des échantillons de sang aux fins des tests sérologiques ou des échantillons de sang ou d'amygdale aux fins des tests virologiques doivent être prélevés chez les porcs provenant de chacun des locaux de l'exploitation qu'ils ont quittée.

Le nombre minimal d'échantillons à prélever doit permettre de détecter une séroprévalence ou une prévalence du virus de 10 % avec un niveau de fiabilité de 95 % dans chacun des locaux.

Le type d'échantillons à prélever et le test à utiliser seront conformes aux instructions de l'autorité compétente, qui tiendront compte de la gamme de tests pouvant être effectués, de la sensibilité de ces tests et de la situation épidémiologique.

Si des signes cliniques ou des lésions *post mortem* laissant présager la présence de la peste porcine classique sont détectés au moment de l'abattage ou de la mise à mort des porcs, l'autorité compétente veille à ce qu'un échantillonnage et des tests virologiques complémentaires appropriés soient immédiatement réalisés.